



Rapport Financier
Annuel 2021

SOMMAIRE

PARTIE I - Attestation du responsable du Rapport Financier Annuel

PARTIE II - Rapport de gestion du Directoire sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 incluant le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise

PARTIE III - Comptes consolidés annuels du groupe HIOLLE Industries au 31 décembre 2021

PARTIE IV - Comptes sociaux annuels de la société HIOLLE Industries au 31 décembre 2021

PARTIE V - Rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes 2021

PARTIE I - ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2021

« Je soussignée, Véronique HIOLLE, Présidente du Directoire, atteste par la présente, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2021 figurant dans le Rapport Financier Annuel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de gestion du Directoire ci-après présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Fait à Prouvy, le 27 avril 2022

Véronique HIOLLE
Présidente du Directoire

PARTIE II - RAPPORT DE GESTION
SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021
PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE
DU 01 JUIN 2022



S.A HIOLLE INDUSTRIES - Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
Au capital de 10.000.000 Euros - RCS VALENCIENNES 325 230 811
Siège social : 9 avenue Marc LEFRANC, ZAC de Valenciennes-Rouvignies 59121 PROUVY

RAPPORT DE GESTION

**SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021
PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE
DU 1^{ER} JUIN 2022**

Chers Actionnaires,

Conformément à la loi et aux statuts de notre société, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Annuelle pour vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre société et de notre Groupe durant l'exercice 2021 et soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leurs rapports toutes informations quant à la sincérité et à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

1. PRESENTATION GENERALE DU GROUPE

La société HIOLLE Industries est une société anonyme au capital de 10 000 000 euros, immatriculée au registre du commerce de Valenciennes (France) sous le numéro 325 230 811 et dont le siège social est situé 9 avenue Marc LEFRANC à PROUVY (59121).

Au 31 décembre 2021, la société HIOLLE Industries est la société mère d'un groupe de 8 filiales françaises et 5 filiales étrangères (marocaine, algérienne, suisse, canadienne et sénégalaise) intégrées globalement. Ces sociétés évoluent dans les différents secteurs de l'industrie.

En tant qu'holding animatrice et gestionnaire de projets, HIOLLE Industries fédère ses filiales en deux grands pôles d'activités :

- Le pôle « Ferroviaire et Aéronautique » avec :

- la maintenance et le SAV ainsi que les travaux neufs (câblage de dalles sous châssis, dalles sous pavillon, pupitres de conduite, armoires de commande) pour les grands donneurs d'ordres tels que les constructeurs, les exploitants et les équipementiers ;
- l'automatisme industriel et l'électronique ;
- l'usinage de précision ;
- le câblage d'équipements électriques embarqués et les prestations d'intégration et de réparation sur sites pour les grands donneurs d'ordre du secteur aéronautique.

- Le pôle « Services et Environnement » avec :

- l'ensemble des métiers traditionnels liés à l'industrie (tuyauterie, électricité, hydraulique, construction métallique, traitement thermique, mécanique, contrôle métallurgique, maintenance...) ;
- les transferts industriels transcontinentaux d'usines clés en mains ;

- la conception, la fabrication et l'installation de matériels de traitement des déchets solides, notamment dans le secteur du traitement des déchets ménagers, des déchets industriels banals, des déchets verts et les lignes de broyage pour véhicules hors d'usage ;
- l'installation d'équipements pour le traitement des fumées et autres rejets ;
- les prestations de services (maintenance, gros entretien) pour les installations de traitements de déchets ;
- l'ingénierie dans le traitement de l'eau ;
- les travaux neufs et la maintenance en électricité industrielle et tertiaire, l'installation et la mise en service de pompes à chaleur et unités de climatisation.

2. SITUATION ET ACTIVITES DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE 2021

2.1. FAITS MARQUANTS ET CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 2021

Le Groupe HIOLLE Industries, avec une hausse de son chiffre d'affaires de 19 % affiche pour 2021 un résultat net de 5 307 KE.

Les chiffres clés en K € de l'année sont les suivants :

En K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	88 890	74 655	19%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	64 576	52 886	22%
Dont Services Industriels et Environnement	24 314	21 769	12%
EBITDA (1)	12 221	4 460	174%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	8 333	3 854	116%
Dont Services Industriels et Environnement	3 889	606	542%
Résultat opérationnel courant	6 226	800	678%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	4 772	1 435	233%
Dont Services Industriels et Environnement	1 454	(635)	-329%
Résultat opérationnel	7 255	1 084	569%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	5 244	1 780	195%
Dont Services Industriels et Environnement	2 011	(696)	-389%
Résultat net	5 309	79	6642%
Dont Résultat part du Groupe	5 157	4	120258%

(1) Détail du calcul de l'EBITDA

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat opérationnel	7 255	1 085
Dotations d'exploitation	1 763	1 681
Dotations sur les droits d'utilisation	1 601	1 693
Dépréciation du Goodwill	1 601	
	12 221	4 460

2021 est résolument une année de croissance et de rentabilité pour le Groupe HIOLLE Industries.

HIOLLE Industries enregistre ainsi pour l'exercice 2021 un chiffre d'affaires consolidé de 88 890 K€, en hausse de 19 % par rapport à 2020.

L'EBITDA, en forte progression, s'établit à 12 221 K€ contre 4 460 K€ en 2020.

Le résultat opérationnel s'établit à 7 255 K€, pour une rentabilité de 8,3 %.

Après déduction des charges financières et de la charge d'impôt pour un montant total de 1 946 K€, le résultat net ressort à 5 309 K€, présentant une rentabilité nette proche de 6 %.

Le secteur « *Ferroviaire et Aéronautique* » (73 % du chiffre d'affaires consolidé) présente une progression de son chiffre d'affaires de 22 % et maintient donc fidèlement une tendance haussière qui fut au rendez-vous toute l'année, tant pour les activités ferroviaires qu'aéronautiques. Ce secteur génère sur 2021 un EBIDTA de 8 333 K€.

Même constat pour le secteur « *Services et Environnement* » qui performe avec un taux de croissance de presque 12 %, malgré la comptabilisation d'uniquement 7 mois d'activité de TEAM TURBO MACHINES, suite à la cession de cette filiale en août 2021. Ce secteur génère sur 2021 un EBIDTA de 3 889 K€. L'impact exceptionnel de la cession de TEAM TURBO MACHINES sur les résultats s'élève à 2 707 K€. Cet impact est diminué d'une dépréciation de goodwill du secteur d'un montant de 1 601 K€.

Situation financière au 31/12/2021

L'endettement financier atteint 21 070 K€. La trésorerie active s'élève à 14 082 K€. Le Groupe présente donc un endettement net 6 988 K€, pour des capitaux propres qui s'élèvent à 35 708 K€.

2.2. INFORMATIONS SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE AU 31 DECEMBRE 2021

HIOLE Industries, société cotée sur le marché régulé EURONEXT GROWTH Paris, est tenue d'établir des comptes consolidés.

Le périmètre de consolidation évolue en fonction des prises de participations ou des cessions de titres. Le périmètre pour l'exercice 2021 est précisé au paragraphe 2.2.2.

2.2.1 Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne présente des différences dans leur date d'application avec le référentiel « *as issued by IASB* », qui sont sans impact sur le Groupe HIOLE Industries.

Conformément aux textes en vigueur, nous vous informons qu'aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes et dans les méthodes d'évaluation retenues en 2021.

Normes, amendements de normes et interprétations applicables ou appliquées à compter du 1er janvier 2021

Les normes et interprétations suivantes applicables, de façon obligatoire, à compter du 1er janvier 2021 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés de Hiole Industries au 31 décembre 2021. Elles concernent principalement :

- amendements à IAS 1 ET IAS 8 – Définition du terme « significatif » ;
- amendements à IFRS 3 « Définition d'une entreprise » ;
- amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS ;
- amendements à IFRS 9 « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » ;
- amendement à IFRS 16 Contrats de location - Aménagements des loyers liés à la Covid-19 approuvé par l'Union européenne le 12 octobre 2020 : son impact n'est pas significatif sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2021 ;
- Interprétation de l'IFRS Interpretation Committee (IC) relative à l'appréciation des durées exécutoires des contrats de location et de l'amortissement des agencements : Le Groupe a mis en œuvre les décisions de l'IFRS IC, publiées le 16 décembre 2019, sur l'appréciation des durées de location pour les contrats renouvelables par tacite reconduction ou sans date d'échéance contractuelle. L'IFRS IC confirme qu'il faut déterminer la période exécutoire, en retenant une vision économique, au-delà des caractéristiques juridiques. Les contrats concernés sont essentiellement les baux immobiliers. Par ailleurs, l'IFRS IC a également confirmé que la durée d'amortissement des agencements non déplaçables ne doit pas être supérieure à la durée du contrat de location. L'impact de ces décisions de l'IFRS IC n'est pas significatif sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2021.

Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 31 décembre 2021

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2021 :

- amendements à IFRS 9 et IFRS 7 « Réforme des taux de référence ». Les modifications seront applicables sur les exercices commençant après le 1er janvier 2021 ;
- amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers - Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » ;
- amendements à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - Contrats déficitaires, notion de coûts directement liés au contrat » ;
- amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles - Comptabilisation des produits générés avant la mise en service » ;
- amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises – Références au cadre conceptuel ».

2.2.2 Périmètre du groupe

Toute filiale dont le groupe a le contrôle est intégrée en intégration globale. Le contrôle est acquis au Groupe lorsque celui-ci a le pouvoir de prendre les décisions d'ordre opérationnel de manière à obtenir des avantages des activités des filiales.

Le périmètre de consolidation au 31/12/2021 comprend les sociétés listées dans le tableau ci-dessous. De plus, les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable ou, avec la mise en application de la norme IFRS 10, un contrôle conjoint avec d'autres partenaires, sont consolidées par mise en équivalence.

La société TEAM TURBO MACHINES était intégrée en intégration globale au 31/12/2020.

L'intégralité des titres détenus par HIOLLE INDUSTRIES ont été cédés à un Groupe tiers en date du 06 août 2021.

En conséquence de cette cession hors Groupe, la société TEAM TURBO MACHINES est sortie du périmètre de consolidation au 31/12/2021.

Les comptes consolidés présentés tiennent compte des données de TEAM TURBO MACHINES du 01/01/2021 au 06/08/2021.

Raison sociale	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle Au 31/12/2021		Pourcentage de contrôle Au 31/12/2020	
		Contrôle direct	Contrôle indirect	Contrôle direct	Contrôle indirect
Société mère SA HIOLLE INDUSTRIES	Société Mère				
Filiales :					
Pôle Services et Environnement					
SAS TEAM	Intégration globale	99.98 %		99.98 %	
SAS TEAM TURBO MACHINES	Intégration globale	0 %		80.00 %	
SAS GRAFF	Intégration globale	100.00 %		100.00 %	
SAS AMODIAG ENVIRONNEMENT	Intégration globale	100.00 %		100.00 %	
SARL AMODIAG SENEGAL	Intégration globale		52.00%		52.00 %
SAS ATM	Intégration globale	75.00 %		75.00 %	
Pôle Ferroviaire et Transports propres					
SAS HIOLLE TECHNOLOGIES	Intégration globale	100.00 %		100.00 %	
SAS EUROP'USINAGE	Intégration globale	99.90 %		99.90 %	
SAS RHEA ELECTRONIQUE	Intégration globale	100.00 %		100.00 %	
SAS APEGELEC INDUSTRIE	Intégration globale	100.00 %		100.00 %	
SARL HIOLLE INDUSTRIES MAROC	Intégration globale	99.60 %		99.60 %	
SPA HIOLLE INDUSTRIES ALGERIE	Intégration globale	49.00 %		49.00 %	
SARL HIOLLE INDUSTRIES SUISSE	Intégration globale	100.00 %		100.00 %	
SA HIOLLE INDUSTRIES CANADA	Intégration globale	100.00 %		100.00 %	

Vous trouverez en ANNEXE 1 un résumé des données financières de chaque filiale.

2.2.3 Détail des comptes consolidés

BILAN ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
Goodwill	6 412 947	8 013 827
Immobilisations incorporelles et corporelles	8 833 566	9 774 412
Immobilisations financières et autres actifs non courant	756 517	614 535
Stocks et encours	11 759 482	11 574 359
Créances d'exploitation	38 264 707	35 396 733
Autres créances	4 334 802	5 284 473
Trésorerie	14 082 114	15 293 826
Total	84 444 135	85 952 165

BILAN PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capitaux propres	35 909 474	31 962 896
Dont résultat part du groupe	5 157 336	4 285
Dont intérêts minoritaires	44 533	586 948
Provisions pour risques et charges	3 024 419	3 026 476
Autres passifs non courant	86 335	121 674
Dettes financières	21 070 210	25 715 754
Dettes d'exploitation	21 766 136	22 101 241
Autres dettes	2 587 561	3 024 124
Total	84 444 135	85 952 165

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	88 890 268	74 654 782
Achats consommés	(26 552 284)	(22 407 260)
Charges externes	(20 547 571)	(18 964 466)
Impôts et taxes	(798 336)	(755 212)
Charges de personnel	(30 988 052)	(28 255 751)
Dotations d'exploitation	(3 364 790)	(3 374 650)
Autres charges et produits opérationnels courants	(573 564)	(97 047)
Charges et produits opérationnels non courants	2 630 646	284 509
Dépréciation des écarts d'acquisition	(1 600 880)	0
Résultat opérationnel	7 255 437	1 084 905
Coût de l'endettement financier net	(291 582)	(182 739)
Charges d'impôts	(1 654 924)	(823 418)
Mise en équivalence		
Résultat net des activités abandonnées		
Résultat de l'exercice	5 308 932	78 748
Dont part du groupe	5 157 336	4 285

2.2.4 Analyse sectorielle des comptes consolidés

	Chiffre d'affaires Consolidé	Résultat Opérationnel	EBITDA	Résultat Financier	Charges D'impôts	Résultat net
31/12/2021						
Services Industriels et Environnement	24 313 802	2 011 040	3 888 540	9 077	(308 561)	1 711 556
Ferroviaire et Aéronautique	64 576 466	5 244 399	8 332 569	(300 658)	(1 346 362)	3 597 378
Total	88 890 268	7 255 439	12 221 109	(291 581)	(1 654 924)	5 308 934
31/12/2020						
Services Industriels et Environnement	21 773 551	(885 579)	617307	12054	165 467	(708 057)
Ferroviaire et Aéronautique	52 881 231	1970484	3 557 739	(194 793)	(988 885)	786 806
Total	74 654 782	1 084 905	4 175 046	(182 739)	(823 418)	78 749

31/12/2021	Immobilisations Corporelles	Endettement Net
Services Industriels et Environnement	963 269	(3 003 942)
Ferroviaire et Aéronautique	2 389 171	9 992 036
Total	3 352 440	6 988 094

31/12/2020	Immobilisations Corporelles	Endettement Net
Services Industriels et Environnement	2 058 249	(970 626)
Ferroviaire et Aéronautique	2 753 766	11 392 554
Total	4 812 015	10 421 928

2.2.5 Intégration fiscale

Il est rappelé que le groupe HIOLE INDUSTRIES a opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2001 avec toutes les filiales dont il détenait 95 % ou plus.

En application de ce régime, HIOLE INDUSTRIES - en tant que société mère - paie l'impôt sur les sociétés et les quatre acomptes. Cependant, selon les conventions d'intégration fiscale signées avec chaque société, ce sont les filiales qui supportent la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration fiscale. Elles versent donc à la société mère leurs contributions.

Les sociétés intégrées fiscalement en 2021 sont les suivantes :

- SA HIOLE INDUSTRIES
- SAS TEAM
- SAS EUROP'USINAGE
- SAS AMODIAG ENVIRONNEMENT
- SAS APEGELEC INDUSTRIE
- SAS HIOLE TECHNOLOGIES
- SAS RHEA
- SAS GRAFF

En 2021, le résultat fiscal lié à l'intégration fiscale est un bénéfice de 3 405 566 euros. Il en résulte une charge d'impôt sur les sociétés liée à l'intégration fiscale s'élevant à 907 078 euros.

Déficits fiscaux non utilisés de l'intégration fiscale :

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent	1 803 227 €
Déficits imputés	1 803 227 €
Déficits reportables	0 €
Déficits de l'exercice	0 €
Déficits restant à reporter	0 €

2.2.6 Dépenses somptuaires et frais généraux du Groupe non déductibles fiscalement

Les comptes consolidés du groupe HIOLE Industries de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses somptuaires et frais généraux non déductibles fiscalement au regard des articles 39-4 et 39-5 du code général des impôts, à hauteur de 137 362 euros.

2.2.7 Frais de recherche et de développement du groupe

Les charges de recherche et de développement incluses dans le compte de résultat concernent TEAM TURBO MACHINES pour un montant net de 300 087 € et RHEA pour un montant net de 87 278 € (hors dépenses de prestations de conseils exposées auprès de tiers).

Ces frais ont contribué à un crédit d'impôt total de 116 209 €.

2.3. INFORMATIONS SUR LES COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIETE-MERE HIOLE INDUSTRIES AU 31 DECEMBRE 2021

Nous vous précisons que les états financiers qui vous sont présentés ne comportent aucune modification, au niveau de la présentation des comptes.

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.3.1. Analyse des comptes sociaux 2021

Il est rappelé que la SA HIOLLE Industries est une simple holding animatrice. A ce titre, son chiffre d'affaires ne représente que les prestations de « management fees » facturées aux filiales.

Les comptes sociaux 2021 font ressortir les chiffres suivants :

En euros	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	2 461 307	2 186 965
Résultat d'exploitation	-15 939	-409 537
Résultat financier	-365 119	-2 724 903
Résultat courant avant impôts	-381 058	-3 134 440
Résultat exceptionnel	4 041 582	1 608 845
Impôt sur les bénéfices	-351 263	-567 440
Résultat net	4 011 788	-958 155

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 s'établit à 2 461 307 euros contre 2 186 965 euros en 2020.

Le résultat d'exploitation 2021 présente une perte de 15 939 euros contre une perte de 409 537 euros en 2020. Les charges d'exploitation sont refacturées normalement aux filiales par l'intermédiaire de « management fees », en proportion du chiffre d'affaires des filiales.

Le résultat financier 2021 est négatif à hauteur de 365 119 euros, il comprend notamment la provision sur les titres de participations à hauteur de -739 650 euros.

Le résultat exceptionnel présente un bénéfice de 4 041 582. Il comprend notamment une plus-value de cession des titres de TEAM TURBO MACHINES.

Le résultat net comptable 2021 est bénéficiaire de 4 011 788 euros, tenant compte notamment d'une économie d'impôt sur les sociétés liée à l'intégration fiscale de 351 263 euros.

Hors créances et dettes rattachées à des participations, les dettes financières s'élèvent au 31 décembre 2021 à 855 960 euros, pour une trésorerie de 7 085 560 euros. HIOLLE Industries présente donc une trésorerie nette positive de 6 229 600 euros à fin 2021.

Vous trouverez en ANNEXE 2 le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

2.3.2. Dépenses somptuaires et frais généraux de la holding HIOLLE Industries non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et quinquies du code général des impôts, nous vous indiquons que les comptes sociaux 2021 de la SA HIOLLE Industries de l'exercice écoulé prennent en charge un montant total de 6 166 euros au titre des dépenses somptuaires et frais généraux non déductibles fiscalement, au regard des articles 39-4 et 39-5 du même code.

2.3.3. Proposition d'affectation des résultats

Le résultat social de HIOLLE Industries pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 représente un bénéfice net comptable de 4 011 787,67 euros, et compte-tenu d'un report à nouveau créditeur de 2 212 224,39 €, soit un total de 6 224 012,06, il vous est proposé :

- De distribuer un dividende de 0,10 euros par action, soit pour 9 421 056 actions, un total de 942 105,60 euros ;
- De doter les réserves indisponibles de 11 945,63 euros
- Le solde de 5 269 960,83 euros au poste « Report à Nouveau ».

En outre, la société détient au 31 Décembre 2021 des actions propres à hauteur de 2 635 204,64 euros et les « Réserves indisponibles » constituées en application de l'article L.225-210 alinéa 3 du code de commerce s'élèvent à 2 623 259,01 euros. En conséquence, un ajustement doit être effectué par le prélèvement d'un montant de 11 945,63 euros sur le poste « Report à nouveau » pour l'affecter au poste « Réserves indisponibles ».

Tableau d'affectation du résultat :

En Euros	Affectations	Origines
Origine :		
Résultat de l'exercice		4 011 787,67
Report à nouveau créateur		2 212 224,39
Affectations :		
Distribution de dividende : 0,10 € x 9 421 056 actions.....	942 105,60	
Réserves indisponibles.....	11 945,63	
Report à nouveau.....	5 269 960,83	
Totaux	6 224 012,06	6 224 012,06

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Distribution globale	Dividende unitaire
2018	1 413 158,40 €	0,15 €
2019	0,00 €	0,00 €
2020	659 473,92 €	0,07 €

2.3.4. Informations concernant les délais de paiement

En application des dispositions du code de commerce, nous vous indiquons ci-après la décomposition, conformément aux modèles établis par l'arrêté du 20 mars 2017, des délais de paiement de nos fournisseurs et clients faisant apparaître les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

FOURNISSEURS (montants en euros)	1 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 J et plus	Total (1 J et plus)
(A) Tranches de retards de paiement					
Nombre de factures concernées	2	2	1	13	18
Montant total des factures concernées TTC	-183	259 501	515	249 943	509 776
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	- 0,01 %	18,29 %	0,04 %	17,61 %	35,92 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses					
Nombre de factures exclues					
Montant des factures exclues TTC					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal)					
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement					45

CLIENTS (montants en euros)	1 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 J et plus	Total (1 J et plus)
(A) Tranches de retards de paiement					
Nombre de factures concernées	2	3	0	8	13
Montant total des factures concernées TTC	124 836	-43 266	0	451 318	532 888
Pourcentage du montant total des ventes de l'exercice TTC	5,07 %	- 1,76 %	0 %	18,34 %	21,65 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des créances litigieuses					
Nombre de factures exclues	6				
Montant des factures exclues TTC	306 788				
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal)					
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	45				

2.4. FILIALES ET PARTICIPATIONS / PRISES DE PARTICIPATIONS

L'intégralité des titres de la société TEAM TURBO MACHINES a été cédée en 2021.

Le tableau ci-après résume les mouvements et détentions *directes* en 2021 :

Sociétés détenues par la SA HIOLE Industries (détention directe)	Détention en Début d'exercice	Acquisitions +	Cessions Et variation de périmètre -	Détention en Fin d'exercice
SAS TEAM	99.98 %			99.98 %
SAS TEAM TURBO MACHINES	80.00 %		- 80%	00.00 %
SAS ATM	75.00 %			75.00 %
SAS GRAFF	100.00 %			100.00 %
SAS AMODIAG ENVIRONNEMENT	100.00 %			100.00 %
SAS HIOLE TECHNOLOGIES	100.00 %			100.00 %
SAS EUROP'USINAGE	99.90 %			99.90 %
SAS RHEA	100.00 %			100.00 %
SAS APEGELEC INDUSTRIE	100.00 %			100.00 %
SARL HIOLE INDUSTRIES MAROC	99.60 %			99.60 %
SPA HIOLE INDUSTRIES ALGERIE	49.00 %			49.00 %
SARL HIOLE INDUSTRIES SUISSE	100.00 %			100.00 %
SPA HIOLE INDUSTRIES CANADA INC	100.0 %			100.00 %

Nous vous précisons en vertu de l'article L.233-13 du code de commerce, que les sociétés contrôlées ne détiennent pas de quote-part du capital de la société.

2.5. EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant

3. STRATEGIE ET PERSPECTIVES

Les femmes et les hommes du Groupe Hiolle INDUSTRIES ont su encore une fois démontrer leur capacité de résilience et rebondir après une année 2020 difficile.

Les orientations stratégiques mises en œuvre par le passé ont porté leurs fruits, et permettent d'afficher sur 2021 une croissance à 2 chiffres.

Dans ce contexte, l'enjeu principal du Groupe à court terme est la maîtrise de sa croissance organique, qui se fera nécessairement via un renforcement des moyens - tant humains qu'industriels.

A moyen terme, les réflexions de diversification d'activité déjà opérées resteront un fil rouge pour la Direction.

4. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES DU GROUPE

Les activités du groupe sont exposées à certains facteurs de risques. Sont analysés par secteurs d'activités les risques suivants : les risques financiers (liquidités, taux, change...), les risques juridiques (évolution réglementaires, litiges...), les risques opérationnels (liés aux marchés, aux fournisseurs, aux clients, à l'environnement...).

4.1 LES RISQUES FINANCIERS

4.1.1 Risques de liquidité liés à l'obtention de financements

La gestion opérationnelle de la liquidité et le financement à court terme sont assurés par la Direction financière qui veille à assurer à tout moment la liquidité du Groupe tout en tenant compte des conditions générales de marché.

Des facilités de trésorerie pour chaque filiale sont accordées par les banques et renouvelées chaque année avec une négociation « Groupe ». Ces facilités permettent de couvrir les besoins maximums estimés par la direction et ne sont utilisées que ponctuellement, notamment pour faire face à certains décalages de trésorerie qui n'excèdent pas quelques jours en date de valeur. HIOLLE Industries a par ailleurs la possibilité de mobiliser son poste clients en cas de besoins de trésorerie immédiats et importants.

Sur 2021, la société APEGELEC a eu recours à l'affacturage. Les sociétés HIOLLE TECHNOLOGIES, TEAM TURBO MACHINES et TEAM, pour faire face à leur besoin en fonds de roulement, ont eu recours à des cessions de créances auprès des organismes OSEO et BPI.

4.1.2 Risques de change

Le Groupe estime que le risque de change auquel il est exposé n'est pas significatif étant donné que très peu de contrats commerciaux sont rédigés dans une autre devise que l'euro.

4.1.3 Risques de taux d'intérêt

Le Groupe HIOLLE Industries n'est que très faiblement exposé au risque de taux d'intérêt. En effet, au 31/12/2021, le capital restant dû des emprunts souscrits à taux variables et les billets de trésorerie court terme s'élève à 1 310 217 €. Une variation de 1% des taux aurait donc un impact de 13 102 €.

4.1.4 Risques actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie du Groupe est placée en produits monétaires sans risque.

4.2 RISQUES JURIDIQUES

4.2.1 Risques liés à l'évolution de la réglementation

En tant que prestataires de services, le groupe n'est soumis à aucune réglementation particulière et/ou spécifique liée à ses activités. Aucune autorisation préalable d'exploitation n'est ainsi exigée.

HIOLLE Industries estime respecter d'une manière générale l'ensemble des dispositions réglementaires afférentes et n'estime donc pas courir de risques importants quant à l'évolution et/ou changement du cadre législatif et réglementaire.

4.2.2 Risques liés aux litiges commerciaux

Il est usuel que dans la conduite des affaires quelques litiges surviennent. HIOLLE Industries peut être impliquée dans des procédures juridictionnelles dans le cours normal de ses activités.

4.3 RISQUES OPERATIONNELS

4.3.1 Risques liés à la dépendance vis-à-vis de clients importants

Par sa structure « multi-entreprises » et par son positionnement « multi-marchés », le groupe HIOLLE INDUSTRIES possède un portefeuille clients très important. Seuls un client lié à l'activité ferroviaire représente un pourcentage significatif du chiffre d'affaires consolidé : ALSTOM avec 42,40 %. Cependant le chiffre d'affaires réalisé avec ce client correspond à des travaux multi-pays, multi-sites, et à de nombreuses commandes et des contrats pluri annuels qui limitent les risques de dépendance clients.

HIOLLE INDUSTRIES n'est que faiblement exposé au risque d'impayé dans la mesure où, d'une part, le volume de chiffre d'affaires par client est relativement faible et, d'autre part, les principaux clients sont de grands comptes avec une forte assise financière ou des collectivités locales avec des budgets assurés pour les travaux effectués.

Le groupe a mis en place une politique visant à limiter cette exposition, notamment par l'analyse de la solvabilité des clients préalablement à l'acceptation d'une commande importante. Par ailleurs, certaines filiales telles que RHEA ELECTRONIQUE a des contrats d'assurance-crédit clients auprès de la compagnie ELLISPHERE.

4.3.2 Risques liés à la dépendance vis-à-vis des fournisseurs et à la disponibilité des équipements

Les fournisseurs du groupe sont nombreux et aucun d'entre eux n'a une importance prépondérante. L'ensemble de ces fournisseurs peut être rapidement remplacé et le risque de dépendance est faible.

4.3.3 Risques environnementaux et technologiques

Le groupe est faiblement exposé au risque Environnement, car il exerce principalement une activité de prestataire de service et non de production de matières pouvant présenter des risques liés à la pollution de l'environnement. Toutefois, le groupe a mis en place des procédures visant à recenser les risques courus, notamment lors de la manipulation de matériaux et à veiller au respect de la législation en la matière. Ne disposant d'aucune installation classée figurant sur la liste prévue à l'article L515-8 du code de l'environnement, les sociétés du groupe HIOLLE ne sont pas directement concernées par les risques technologiques.

4.3.4 Risques marchés et concurrence

La concurrence en général s'intensifie et HIOLLE ne peut exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché ou qu'un nouvel entrant puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment du groupe. Par ailleurs, les marchés évoluent sans cesse. Cependant le groupe travaille sur deux grands secteurs d'activités et réduit ainsi les risques de subir une mauvaise évolution d'un secteur particulier.

HIOLLE Industries mène plusieurs réflexions stratégiques pour renouveler son positionnement en fonction de ces évolutions de marchés et de l'environnement concurrentiel.

4.3.5 Risques fiscaux et sociaux

Les différentes filiales du groupe font l'objet de contrôles fiscaux et sociaux réguliers. Les redressements éventuels sont provisionnés dans les comptes au 31 Décembre 2021 et n'affectent pas de manière significative la situation financière du Groupe.

5 INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

5.1 INFORMATIONS SOCIALES

5.1.1 Effectif du groupe

L'effectif du Groupe au 31 Décembre 2021 est de 789 personnes (hors intérimaires) :

- 583 CDI,
- 206 CDD et alternants

Dans la société holding HIOLE Industries, l'effectif au 31 Décembre 2021 est de 20 personnes dont 18 personnes en CDI, 1 en CDD et 1 en alternance.

5.1.2 Politique des ressources Humaines

Les ressources humaines sont la valeur essentielle de HIOLE Industries et font partie intégrante des axes stratégiques de développement du Groupe.

La politique des ressources humaines s'articule autour de plusieurs objectifs principaux :

- Création d'un dialogue social permanent et riche entre les salariés, les équipes de direction et le service « ressources humaines ».
Cette mission se développe par l'intermédiaire de l'accompagnement des salariés en fin de carrière et des salariés en cours de reconversion professionnelle, du développement des entretiens individuels (développement des compétences, gestion prévisionnelle des emplois).
La mission du service « ressources humaines » se structure et se développe par une présence régulière sur le terrain chez les filiales en associant les réunions avec les instances représentatives du personnel.
- Transfert de compétences.
Le groupe tient à favoriser le transfert de savoir de compétences de salariés expérimentés vers de jeunes populations en favorisant les formations internes, le développement des contrats d'apprentissage, contrat de professionnalisation pour fidéliser notre savoir-faire métier.
- Adaptation de notre politique ressources humaines aux spécificités clients.
Pour faire face aux différents marchés en constante évolution, une remise en cause permanente est nécessaire, nous permettant de faire évoluer nos métiers par l'intermédiaire de formations en développant les compétences de nos collaborateurs.

Groupe à taille humaine, HIOLE Industries a fait le choix d'une gestion interactive des ressources humaines et d'un management participatif afin de révéler les multiples défis qu'engendrent l'évolution technologique, l'amélioration constante de la productivité et de la qualité au service des clients.

Aussi, en contribuant à la performance du Groupe, chaque collaborateur est partie prenante de l'avenir de HIOLE Industries.

5.2 ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

En 45 ans, les convictions de la Direction du Groupe HIOLE Industries n'ont pas changé : l'environnement et le développement durable restent au cœur du savoir-faire et des préoccupations de ses filiales. En créant un pôle d'activité dédié aux services à l'industrie et à l'environnement, le Groupe a d'ailleurs su catalyser les synergies entre ses filiales et à poursuivre son développement dans ce domaine.

Depuis 2007, le Groupe a formalisé son engagement pour une croissance responsable dans une charte du développement durable afin de faire évoluer les pratiques et les comportements, au sein de ses filiales, vers toujours plus de conscience et de responsabilisation.

Ces dernières années, l'accent a été mis sur l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail de des salariés. Le management des questions de sécurité et de santé au travail s'intègre progressivement dans le management général des filiales.

6 INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

6.1 INFORMATIONS CONCERNANT L'ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE HIOLLE INDUSTRIES

6.1.1 Capital social - Droit de vote

Au 31 Décembre 2021, le capital social s'élève à 10 000 000 euros, sans changement depuis 2011. Au jour de la rédaction des présentes, aucune opération significative n'a été réalisée sur les titres HIOLLE Industries depuis la clôture de l'exercice.

Le capital social est composé de 9 421 056 actions soit une valeur nominale, à titre indicatif de 1,06 €.

Les actions revêtent la forme de titres nominatifs ou de titres au porteur ; les actions nominatives pouvant être converties au porteur, sauf stipulation contraire de la loi. Toutes les actions émises ont été totalement libérées ; elles sont de même catégorie.

Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix au moins. Toutefois, sur demande notifiée par lettre recommandée de l'actionnaire nominatif, un droit de vote double sera attribué dans les conditions légales, aux actions nominatives entièrement libérées inscrites au nom d'un même titulaire depuis au moins deux ans. Ce droit prend effet à compter du jour de réception de la demande notifiée à la Société. En revanche, le droit de vote double cesse de plein droit lorsque l'action est convertie au porteur et en cas de transfert des actions s'il s'agit d'un transfert « en propriété ».

6.1.2 Répartition du capital

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code du Commerce, nous vous indiquons les détentions de plus de 5 % du capital ou des droits de vote aux assemblées générales de notre Société. Le tableau suivant est communiqué à titre indicatif :

Actionnaires	Nominatifs au 27/04/2022 en titres	Porteurs connus au 27/04/2022	Titres sans droit de vote au 31/12/2021	Nombre total de titres	Pourcentage du capital
Groupe familial HIOLLE	6 386 801	1 398 243		7 785 044	82,63%
Indépendants membres du Conseil de surveillance	158 020	208 622		366 642	3,89%
Institutionnels extérieurs	30 734	99 349		130 083	1,38%
Salariés	6 009	13 926		19 935	0,21%
Actions propres (sans droit de vote)	-	-	250 584	250 584	2,66%
Autres - Flottant				868 768	9,22%
TOTAL				9 421 056	100%

6.1.3 Franchissement de seuils ou notification de détention au cours de l'exercice 2021

Au cours de l'exercice 2021, aucune notification ou déclaration de franchissement de seuil, statuaire ou légal, et aucun pacte d'actionnaires ou accord dont la mise en œuvre pouvait entraîner un changement de contrôle n'a été porté à la connaissance de la Société.

6.1.4 Opérations sur titres réalisés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2021

Aucune opération sur titres n'a été déclarée par les mandataires sociaux auprès de l'Autorité des Marchés Financiers au cours de l'exercice 2021.

6.1.5 Actions d'autocontrôle – participations réciproques

Au 31 Décembre 2021, la société ne détient pas plus de 10 % de son propre capital ; elle détient 250 584 actions propres soit 2,66 % du capital social. *Cf paragraphe 6.3 Rachat par la société de ses propres actions*)

Au 31 décembre 2021, il n'existe pas de participations réciproques.

6.2 INFORMATIONS CONCERNANT LE COURS BOURSIER

Le tableau suivant retrace l'historique du cours de ces 5 dernières années jusqu'au 31 mars 2022.

Dates	Cours	Variation
Fin décembre 2017	3.65	+4.29%
Fin décembre 2018	4.26	+16,71%
Fin décembre 2019	5.00	+17,37%
Fin décembre 2020	3,68	- 26,40 %
Fin décembre 2021	3,64	-1,09%
Cours le plus bas de l'année 2021 (29/01)	3,36	
Cours le plus haut de l'année 2021 (12/05)	3,94	
Dernier cours connu le 31/03/2022	3,56	

Vous trouverez également en ANNEXE 3 un graphique sur l'évolution du cours depuis le 1^{er} janvier 2021.

Il est rappelé que la Société est cotée sur le marché régulé Euronext Growth Paris (ex. NYSE Alternext) depuis son transfert le 9 août 2012.

Précédemment elle était cotée sur le marché réglementé Euronext Paris Compartiment C à compter du 19 avril 2007 et sur le Marché Libre à compter de son introduction en bourse le 12 septembre 2000.

6.3 RACHAT PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 Alinéa 2 du Code de commerce, nous vous présentons ci-dessous le bilan annuel de la mise en œuvre du programme de rachat d'actions.

Nous vous rappelons que l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 25 Juin 2020 a décidé dans sa 6^e (sixième) résolution de renouveler l'autorisation donnée au Directoire, afin de procéder au rachat d'actions propres dans le cadre de l'article L.225-209 du code de commerce, dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital de la société.

Cette autorisation est donnée pour 18 (dix-huit) mois soit jusqu'au 25 Décembre 2021.

Opérations réalisées durant l'exercice 2021

Du 1^{er} Janvier 2021 au 31 Décembre 2021, la Société a effectué les opérations d'achats et de ventes ci-après :

Achats	Nombre d'actions	22 413
	Cours moyen en euros	3,63
	Montant en euros	81 417
	Répartition des actions acquises par objectif fixé dans le programme :	
	- Animation du marché secondaire ou liquidité du titre.....	22 413
- Conservation en vue d'une remise éventuelle à l'échange ou à titre de paiement (croissance externe.....)	0	
- Couverture d'options d'achat d'actions ou autre système d'actionnariat des salariés.....	0	
- Couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions.....	0	
Ventes	Nombres d'actions	19 760
	Cours moyen en euros	3,70
	Montant en euros	73 031
Nombre d'actions utilisées		0
Nombre d'actions annulées		0

Les actions détenues par la Société dans le cadre du programme de rachat d'actions n'ont fait l'objet d'aucune réallocation à d'autres objectifs depuis la dernière autorisation consentie par l'assemblée générale.

Situation au 31 Décembre 2021

Nombre d'actions propres	250 584
Pourcentage du capital social	2,66 %
Valeur comptable du portefeuille (cours d'achat)	2 635 205
Valeur nominale du portefeuille (à titre indicatif 1,06 €/action)	265 619
Valeur de marché du portefeuille (cours au 31/12/2020 : 3,56 €)	892 079
Répartition des actions détenues par objectif fixé dans le programme :	
- Animation du marché secondaire ou liquidité de l'action.....	10 326
- Conservation en vue d'une éventuelle remise à l'échange ou à titre de paiement :	0
. au titre du programme 2018-2019.....	240 258
. au titre des programmes antérieurs.....	0
- Couverture d'options d'achat d'actions ou autre système d'actionnariat des salariés.....	0
- Couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions.....	0
Nombre d'actions utilisées	0
Nombre d'actions annulées	0

CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L.225.86 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons, conformément aux articles L.225-86 et suivants du code de commerce, d'approuver les conventions et engagements visés auxdits articles, conclues au cours de l'exercice écoulé ainsi qu'elles sont relatées dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

7 SITUATION DES MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Directoire constate que le mandat de membre de Conseil de Surveillance de Monsieur Jean-Yves NOIR arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale devant approuver les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2021.

Le Directoire constate qu'aucun autre mandat de membre de Conseil de surveillance n'arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale devant approuver les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2021.

Voir liste des mandats dans le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise.

8 CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

8.1 LES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le Directoire constate qu'aucun des mandats de Commissaire aux comptes n'arrive à expiration à l'issue de l'assemblée générale devant approuver les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2021.

Co-Commissaires aux comptes Titulaires

Nous vous rappelons que, par décision de l'assemblée générale ordinaire du 07 Juin 2019, le mandat de co-commissaire aux comptes Titulaire de la société ERNST & YOUNG AUDIT, 14 rue du Vieux Faubourg 59042 LILLE Cedex, a été renouvelé pour une nouvelle période de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2024.

Également, par décision de l'assemblée générale du 2 juin 2017, la société ORCOM AUDIT, 2 Avenue de Paris 45056 ORLÉANS Cedex 1, a été nommée co-commissaire aux comptes Titulaire une période de six exercices soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2022.

Co-commissaires aux comptes Suppléants

Nous vous rappelons que, par décision de l'assemblée générale ordinaire du 07 Juin 2019, de mandat de co-commissaire aux comptes Suppléant de la société AUDITEX, 14 rue du Vieux Faubourg 59042 LILLE Cedex a été renouvelé pour une nouvelle période de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2024

Également, par décision de l'assemblée générale du 2 juin 2017, Monsieur Valentin DOLIGÉ, né le 09 Décembre 1980 à Chambray-les-Tours (37), domicilié 2 avenue de Paris 45000 ORLÉANS, a été nommé co-commissaire aux comptes suppléant pour une période de six exercices soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2022.

8.2 LES RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Enfin, nous vous remercions de bien vouloir voter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Le 15 avril 2022
La Présidente du Directoire
Véronique HIOLLE

ANNEXES

au rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos au 31 décembre 2021

ANNEXE 1 - Données financières comparatives par filiale

ANNEXE 2 - Résultat des 5 derniers exercices de la SA HIOLLE INDUSTRIES

ANNEXE 3 - Graphique de l'évolution du cours du 1^{er} Janvier 2021 au 31 mars 2022

ANNEXE 1 : Données financières comparatives par filiale

Filiales	Capitaux propres		Chiffre d'affaires		Résultat net	
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
Filiales françaises :						
TEAM	4 710 508	4 573 270	8 113 160	5 985 401	137 200	(263 315)
EUROP'USINAGE	(454 986)	(308 086)	2 532 997	2 315 908	(146 115)	(307 991)
AMODIAG ENVIRONNEMENT	721 472	494 893	4 254 796	3 037 619	226 578	67 884
APEGELEC INDUSTRIE	1 262 406	1 304 041	9 291 608	7 373 468	(32 274)	(378 078)
HOLLE TECHNOLOGIES	14 249 400	10 919 810	49 186 181	40 531 707	2 832 140	1 268 939
RHEA	916 949	864 271	2 715 541	2 267 584	53 860	229 072
GRAFF	1 505 461	1 955 535	4 580 507	3 562 863	(443 360)	(2 367 989)
ATM	418 343	381 252	520 418	527 657	54 269	68 710
Filiales étrangères :						
HOLLE INDUSTRIES MAROC	599 236 MAD	846 256 MAD	32 729 026 MAD	33 617 017 MAD	(415 013) MAD	167 993 MAD
HOLLE INDUSTRIES ALGERIE	3 927 611 DINAR	33 027 974 DINAR	33 049 614 DINAR	17 011 948 DINAR	(15 004 964) DINAR	(14 095 399) DINAR
HOLLE INDUSTRIES SUISSE	(3 332) CHF	30 116 CHF	0 CHF	0 CHF	(20 754) CHF	(12 694) CHF
HOLLE INDUSTRIES CANADA	226 989 CAD	38 630 CAD	4 606 439 CAD	1 283 389 CAD	129 031 CAD	59 328 CAD

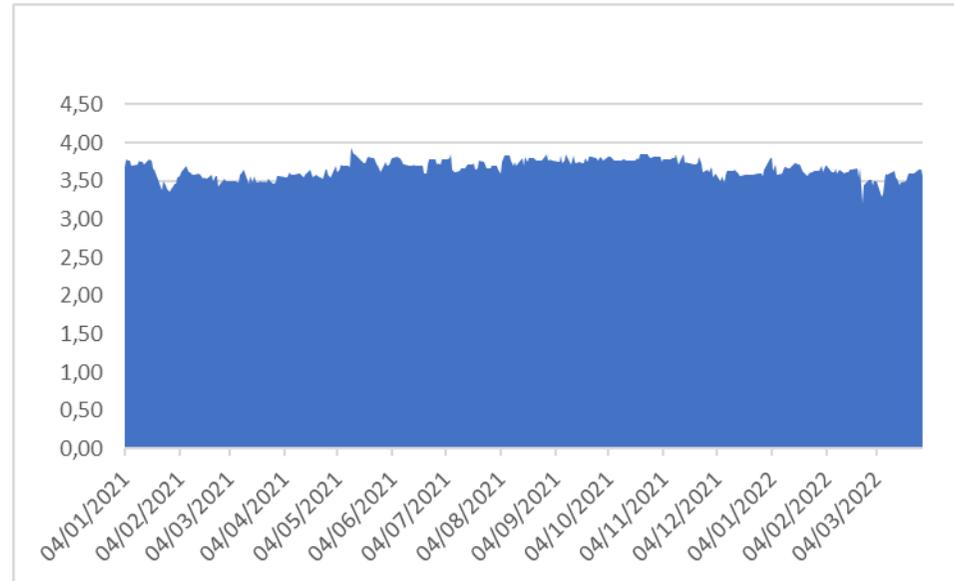
ANNEXE 2 – TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2021	2020	2019	2018	2017
I. Capital en fin d'exercice					
Capital social	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Nombre d'actions					
- Ordinaires	9 421 056	9 421 056	9 421 056	9 421 056	9 421 056
- A dividendes prioritaires					
Nombre d'actions maximum à créer					
- Par conversion d'obligations					
- Par bons de souscription					
II. Opérations et résultats					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 461 307	2 186 965	2 691 134	2 728 054	2 052 407
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements/provisions, et reprises	4 427 450	(304 897)	2 147 526	2 063 777	1 193 822
Impôt sur les bénéfices	(351 263)	(567 440)	(158 696)	169 268	438 683
Participation des salariés					
Résultat net	4 011 788	(958 155)	924 810	2 473 638	1 858 402
Résultat distribué *	942 105,60	659 474	0	1 413 158	1 036 316
III. Résultats par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements/provisions et reprises	0.51	0.01	0.24	0.24	0.17
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements/provisions et reprises	0.43	(0.10)	0.10	0.26	0.20
Dividende attribué à chaque action *	0,10	0.07		0.15	0.11
IV. Personnel					
Effectif moyen des salariés	11	11	11	11	13
Masse salariale	887 186	652 006	558 563	531 793	548 576
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvre sociale)	298 423	246 097	210 156	207 269	202 370

*Dividende au titre de l'exercice proposé par le Directoire et soumis à l'assemblée générale des actionnaires

ANNEXE 3

Graphique de l'évolution du cours boursier du 1^{er} Janvier 2021 au 31 mars 2022





S.A HIOLLE INDUSTRIES - Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
Au capital de 10.000.000 Euros - RCS VALENCIENNES 325 230 811
Siège social : 9 avenue Marc Lefrancq, ZAC de Valenciennes-Rouvignies 59121 PROUVY

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021 PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 1^{ER} JUIN 2022

Conformément aux dispositions de l'article L225-68 du Code du Commerce, le présent rapport est établi pour vous rendre compte :

- d'une part de la gouvernance de l'entreprise, (mode d'administration et de direction, informations relatives aux mandataires sociaux...);
- et d'autre part, des observations éventuelles du Conseil de surveillance sur le rapport de gestion établi par le Directoire ainsi que sur les comptes annuels (sociaux et consolidés) de l'exercice clos le 31 décembre 2021 arrêtés par celui-ci.

Il constitue une annexe au rapport de gestion établi par le Directoire, au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2021.

PARTIE 1 - GOUVERNANCE DE L'ENTREPRISE

1. MODE D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE LA SOCIETE

Depuis sa création, le Groupe HIOLLE s'est attaché à mettre en place une gouvernance qui favorise son développement en respectant les droits des actionnaires.

Nous vous rappelons que depuis le 1er Juillet 2007, la société a opté pour une structuration dualiste avec un *Directoire* et un *Conseil de surveillance* qui lui assure la séparation des pouvoirs de Direction et de Contrôle.

1.1.Le Directoire

Durant l'exercice 2021, l'organe collégial de Direction « Directoire » était composé de deux (2) membres personnes physiques :

Nom	Fonction	Date de 1ère nomination	Date d'échéance du mandat social
Véronique HIOLLE	Présidente	Membre du Directoire nommée par le Conseil de surveillance du 02/07/2007 (effet au 01/07/07) Présidente nommée par le Conseil de surveillance du 03/05/2010	30/06/2025
Olivier HIOLLE	Membre	Conseil de surveillance du 04/12/2014 (effet au 20/12/2014)	30/06/2025

1.2. Le Conseil de Surveillance

Durant l'exercice 2021, l'organe collégial de Contrôle « Conseil de surveillance » était composé de sept (7) membres personnes physiques et personnes morales :

Nom	Fonction	Date de 1ère nomination	Date d'échéance du mandat
Jean-Michel HIOLLE	Président	AGO du 21/06/07 (effet au 01/07/07)	<i>AGO statuant sur les comptes 2024</i>
Jean CHEVAL	Membre Vice-Président	AGO du 21/06/07 (effet au 01/07/07)	<i>AGO statuant sur les comptes 2024</i>
Jérôme FLIPO	Membre	AGO du 21/06/07 (effet au 01/07/07)	<i>AGO statuant sur les comptes 2024</i>
FINORPA SCR Représentée par Jean-Yves BACON	Membre	AGO du 21/06/07 (effet au 01/07/07)	<i>AGO statuant sur les comptes 2024</i>
Jean-Yves NOIR	Membre	AGO du 11/06/2010	<i>AGO statuant sur les comptes 2021</i>
Jean-Marie DUVIVIER	Membre	AGO du 07/06/2013	AGO statuant sur les comptes 2024
Christian OLIVIER	Membre	AGO du 25/06/2020	AGO statuant sur les comptes 2024

Il n'existe aucun lien familial entre les membres du Conseil de surveillance de la Société.

Le Conseil de surveillance comprend sept membres dits « indépendants », pour un meilleur gouvernement d'entreprise. Ces membres ne sont pas subordonnés par un contrat de travail, des liens commerciaux ou des prestations de services vis-à-vis du Groupe HIOLLE Industries. Il s'agit de Messieurs Jean CHEVAL, Jérôme FLIPO, Jean Yves NOIR, Jean-Marie DUVIVIER, Christian OLIVIER et la société FINORPA SCR.

2. CADRE DE RÉFÉRENCE

Le Groupe HIOLLE Industries a été transféré sur le marché Nyse Alternext Paris le 9 août 2012 aujourd'hui dénommé « Euronext Growth ».

Ce marché est dédié aux « Valeurs moyennes et petites » ; il est non réglementé au sens de la définition donnée par la directive « Marchés d'instruments financiers » du 21 avril 2004 ; c'est un marché dit « organisé », système multilatéral de négociation (MTF) comportant un régime réglementaire *allégé* par rapport aux marchés réglementés européens de Nyse Euronext.

C'est dans ce contexte d'allègement que le Conseil de surveillance a décidé en date du 26 février 2013 de s'inspirer :

- d'une part en matière de contrôle interne, du cadre de référence sur le contrôle interne adapté aux « valeurs moyennes et petites » et diffusé par l'AMF le 22 juillet 2010 ;
- et d'autre part en matière de gouvernement d'entreprise, du Code « MiddleNext » de gouvernement d'entreprise publié en Décembre 2009 pour les « valeurs moyennes et petites ».

3. INFORMATIONS RELATIVES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

3.1. Liste des mandats et fonction des mandataires sociaux

Vous trouverez en ANNEXE la liste exhaustive des mandats et fonctions des membres du Directoire ainsi que des membres du Conseil de Surveillance, exercés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Groupe.

3.2. Rémunérations des mandataires sociaux

Les rémunérations des membres du Directoire sont allouées par le Conseil de surveillance et se décomposent en deux parties :

- une partie fixe déterminée individuellement ;
- une partie variable correspondant à des primes ponctuelles (primes de rendement, primes exceptionnelles en fonction des résultats...).

En outre, les membres du Directoire perçoivent des avantages en nature correspondant à leurs véhicules de fonction.

Les membres du Conseil de surveillance perçoivent au titre de leur mandat, des jetons de présence dont le montant global est fixé par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires.

L'Assemblée générale du 21 juin 2007 avait fixé au titre de l'exercice 2007 la somme globale de 16 000 euros. Pour les exercices suivants et jusqu'à nouvelle décision de sa part, une somme de 16 000 euros est attribuée au Conseil de surveillance.

Les membres du Conseil de surveillance déterminent la rémunération de leur Président, en fonction des services rendus au titre de son mandat. Sur proposition du Comité des rémunérations, le Conseil de Surveillance avait fixé cette rémunération à la somme forfaitaire annuelle de 60.000 euros à compter de l'exercice 2011, sans changement depuis.

Par ailleurs, nous vous informons qu'aucun engagement n'a été pris par la société au bénéfice des mandataires sociaux en raison d'un changement ou d'une cessation de leurs fonctions.

Les rémunérations brutes annuelles versées aux mandataires sociaux ont été les suivantes pour l'exercice 2021 :

Rémunérations brutes versées aux mandataires sociaux En euros	Cumul mandat social/contrat de travail	Versement par société mère Hiolle Industries	Versé par Holding Hiolle Développement	Versement par filiales Groupe	Fixe	Variable	Exceptionnel	Avantages en nature	Président du Conseil de Surveillance	Jetons de présence Bruts (au titre de N-1)	Montant Global Brut
Jean-Michel HIOLLE		X							60 000	2 667	62 667
Véronique HIOLLE		X	X		161 000			7 992			168 992
Olivier HIOLLE			X	X	114 100			5 198			119 298
Jean CHEVAL				X						2 667	2 667
FINORPA SCR		X								2 667	2 667
Jérôme FLIPO		X								2 667	2 667
Jean-Marie DUVIVIER		X								2 667	2 667
Jean-Yves NOIR		X								2 667	2 667
Christian OLIVIER		X								2 667	2 667
TOTAUX					275 100	0	0	13 190	60 000	18 669	366 959

Nous vous précisons qu'aucune provision n'a été passée aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages au profit des mandataires sociaux.

A ce jour, il n'existe pas de contrats de services liant les membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance à HIOLLE INDUSTRIES ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages particuliers au terme d'un tel contrat.

4. CONVENTIONS REGLEMENTEES CONCLUES PAR UN MANDATAIRE SOCIAL OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF DE LA SOCIETE MERE AVEC UNE FILIALE

En application des dispositions de l'article L.225-37-4-2° du code de commerce, nous vous indiquons qu'aucune convention réglementée n'est intervenue au cours de l'exercice 2021, directement ou par personne interposée entre un mandataire social ou un actionnaire de HIOLLE INDUSTRIES détenant plus de 10% des droits de vote avec l'une de ses filiales dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, en dehors des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

5. DELEGATIONS ACCORDEES AU DIRECTOIRE

Vous trouverez ci-après les délégations en cours de validité accordées au Directoire par l'Assemblée générale dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce.

Délégation de compétence et de pouvoirs accordée au Directoire par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 02 juin 2017 :

Nature de la délégation N° résolution	Plafond Montant autorisé	Durée Date d'expiration	utilisation
Emission d'actions nouvelles réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise avec suppression du DPS 6 ^{ème} résolution	Dans la limite de 2% du capital social atteint lors de la décision du Directoire	5 ans soit jusqu'au 01/06/2022	aucune

PARTIE 2 - OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT DE GESTION ET LES COMPTES ANNUELS

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 Décembre 2021, ainsi que le rapport de gestion ont été communiqués au Conseil de surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Les Comptes consolidés

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 Décembre 2021 font apparaître les principaux postes suivants :

En K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	88 890	74 655	19%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	64 576	52 886	22%
Dont Services Industriels et Environnement	24 314	21 769	12%
EBITDA (1)	12 221	4 460	174%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	8 333	3 854	116%
Dont Services Industriels et Environnement	3 889	606	542%
Résultat opérationnel courant	6 226	800	678%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	4 772	1 435	233%
Dont Services Industriels et Environnement	1 454	(635)	-329%
Résultat opérationnel	7 255	1 084	569%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	5 244	1 780	195%
Dont Services Industriels et Environnement	2 011	(696)	-389%
Résultat net	5 309	79	6642%
Dont Résultat part du Groupe	5 157	4	120258%

(1) Détail du calcul de l'EBITDA

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat opérationnel	7 255	1 085
Dotations d'exploitation	1 763	1 681
Dotations sur les droits d'utilisation	1 601	1 693
Dépréciation du Goodwill	1 601	
	12 221	4 460

2021 est résolument une année de croissance et de rentabilité pour le Groupe HIOLLE Industries.

HIOLLE Industries enregistre ainsi pour l'exercice 2021 un chiffre d'affaires consolidé de 88 890 K€, en hausse de 19 % par rapport à 2020.

L'EBITDA, en forte progression, s'établit à 12 221 K€ contre 4 460 K€ en 2020.

Le résultat opérationnel s'établit à 7 255 K€, pour une rentabilité de 8,3 %.

Après déduction des charges financières et de la charge d'impôt pour un montant total de 1 946 K€, le résultat net ressort à 5 309 K€, présentant une rentabilité nette proche de 6 %.

Le secteur « *Ferroviaire et Aéronautique* » (73 % du chiffre d'affaires consolidé) présente une progression de son chiffre d'affaires de 22 % et maintient donc fidèlement une tendance haussière qui fut au rendez-vous toute l'année, tant pour les activités ferroviaires qu'aéronautiques. Ce secteur génère sur 2021 un EBITDA de 8 333 K€.

Même constat pour le secteur « *Services et Environnement* » qui performe avec un taux de croissance de presque 12 %, malgré la comptabilisation d'uniquement 7 mois d'activité de TEAM TURBO MACHINES, suite à la cession de cette filiale en août 2021. Ce secteur génère sur 2021 un EBITDA de 3 889 K€. L'impact exceptionnel de la cession de TEAM TURBO MACHINES sur les résultats s'élève à 2 707 K€. Cet impact est diminué d'une dépréciation de goodwill du secteur d'un montant de 1 601 K€.

Situation financière du groupe au 31/12/2021

L'endettement financier atteint 21 070 K€. La trésorerie active s'élève à 14 082 K€. Le Groupe présente donc un endettement net 6 988 K€, pour des capitaux propres qui s'élèvent à 35 708 K€.

Les comptes sociaux

Les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 Décembre 2021 font apparaître les principaux postes suivants :

En euros	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	2 461 307	2 186 965
Résultat d'exploitation	- 15 939	- 409 538
Résultat financier	- 365 119	- 2 724 903
Résultat courant avant impôts	- 381 058	- 3 134 440
Résultat exceptionnel	4 041 582	1 608 845
Impôt sur les bénéfices	- 351 263	- 567 440
Résultat net	4 011 788	- 958 155

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 s'établit à 2 461 307 euros contre 2 186 965 euros en 2020.

Le résultat d'exploitation 2021 présente une perte de 15 939 euros contre une perte de 409 537 euros en 2020. Les charges d'exploitation sont refacturées normalement aux filiales par l'intermédiaire de « management fees », en proportion du chiffre d'affaires des filiales.

Le résultat financier 2021 est négatif à hauteur de 365 119 euros, il comprend notamment la provision sur les titres de participations à hauteur de -739 650 euros.

Le résultat exceptionnel présente un bénéfice de 4 041 582. Il comprend notamment une plus-value de cession des titres de TEAM TURBO MACHINES.

Le résultat net comptable 2021 est bénéficiaire de 4 011 788 euros, tenant compte notamment d'une économie d'impôt sur les sociétés liée à l'intégration fiscale de 351 263 euros.

Hors créances et dettes rattachées à des participations, les dettes financières s'élèvent au 31 décembre 2021 à 855 960 euros, pour une trésorerie de 7 085 560 euros. HIOLLE Industries présente donc une trésorerie nette positive de 6 229 600 euros à fin 2021.

Conclusion du Conseil

Après analyse des comptes sociaux et des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 Décembre 2021, et après lecture du rapport de gestion établi par le Directoire s'y rapportant, le Conseil de Surveillance n'a aucune observation particulière à formuler.

Le 7 Avril 2022
Le Président du Conseil de Surveillance
Jean-Michel HIOLLE

ANNEXE

Liste des mandats et fonctions exercés dans toutes Sociétés par chaque mandataire social de la société HIOLE INDUSTRIES durant l'exercice 2021

Mandataires	Fonctions exercées au sein du Groupe HIOLE INDUSTRIES	Fonctions exercées Hors Groupe HIOLE INDUSTRIES
Jean-Michel HIOLE	Président du Conseil de surveillance SA HIOLE INDUSTRIES	Président SAS HIOLE DEVELOPPEMENT Co-gérant SARL IMMO'MACAREZ
Véronique HIOLE	Présidente du Directoire SA HIOLE INDUSTRIES Représentante permanente SA HIOLE INDUSTRIES laquelle est Présidente de : - SAS TEAM - SAS AMODIAG - Environnement - SAS APEGELEC INDUSTRIE - SAS GRAFF - SAS RHEA - SAS EUROP'USINAGE - SAS HIOLE TECHNOLOGIES - SPA HIOLE INDUSTRIES ALGERIE - SARL HIOLE INDUSTRIES SUISSE - SAS ATM Présidente de SPA HIOLE INDUSTRIES CANADA Gérante de la SARL HIOLE INDUSTRIES MAROC	Directeur Général Délégué de la holding SAS HIOLE DEVELOPPEMENT Représentante de la SAS HIOLE DEVELOPPEMENT laquelle est Présidente de : - SAS HIOLE ENERGIES - SAS THERMIVAL - SAS HIOLE LOGISTIQUE Gérante SARL STANDING (plus d'activité)
Olivier HIOLE	Membre du Directoire SA HIOLE INDUSTRIES	Directeur Général Délégué SAS HIOLE DEVELOPPEMENT Gérant SARL HIOLE IMMOBILIER Gérant SCI LA ROUGEVILLE Gérant SCI DE L'EPAIX Co-gérant SCI LA RHONELLE Gérant SCI L'INTENDANCE IMMOBILIERE Gérant SCP IMMOTTEAM (plus d'activité)
Jean CHEVAL	Vice-président du Conseil de surveillance SA HIOLE INDUSTRIES	Gérant SARL GREEN INDUSTRIE (plus d'activité)
Jérôme FLIPO	Membre du Conseil de surveillance S.A HIOLE INDUSTRIES	Président du Conseil de surveillance de COMPAGNIE D'IMPORTATION DE LAINES à Tourcoing Administrateur de : - JANDAKOT WOOL WASHING à Fremantle en Australie - INDEPENDENT WOOL DUMPING à Fremantle en Australie - ABRASIFLEX à Fremantle en Australie - TEXITEX à Amsterdam aux Pays-Bas
Jean-Yves NOIR	Membre du Conseil de surveillance S.A HIOLE INDUSTRIES	Président de la SAS Clic&Gain Directeur Général de la SAS XAALYS
SCR FINORPA, <i>représentée par Jean-Yves BACON</i>	Membre du Conseil de surveillance S.A HIOLE INDUSTRIES	Représentant permanent dans les Conseils d'administration de : - IWD - GENFIT - SOUP'IDEAL - Groupe VOG
Jean-Marie DUVIVIER	Membre du Conseil de surveillance S.A HIOLE INDUSTRIES	Président de la SAS JMD Conseils à Waziers-59 Administrateur de : - SA BATI-LEASE à Saint-André-lez-Lille-59 - SA coopérative d'intérêt collectif d'HLM Floralys à Douai-59 - Entreprise sociale pour l'habitat NOREVIE à Douai-59 - Entreprise adaptée sociale environnementale ETHAP/Guesnain - Ecole Nationale Supérieure des Mines de Douai-59 - Association « Valeur d'Entreprise » à Douai-59
Christian OLIVIER	Membre du Conseil de surveillance S.A HIOLE INDUSTRIES	Président de la SAS RETFIIMO à Villeneuve d'Ascq

PARTIE III
COMPTES CONSOLIDES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2021
EN NORMES IFRS



**COMPTES CONSOLIDES ET ANNEXES
AU 31 12 2021**

Table des matières

États de synthèse

- Bilan consolidé actif
- Bilan consolidé passif
- Compte de résultat consolidé
- Tableau de flux de trésorerie consolidé
- Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Annexe aux Comptes Consolidés

Note 1 – Informations générales

- 1 – 1 Présentation du Groupe
- 1 – 2 Caractéristiques de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Note 2 – Informations sectorielles

- 2 – 1 Informations sectorielles relatives au compte de résultat consolidé
- 2 – 2 Informations sectorielles relatives au bilan consolidé

Note 3 – Référentiel, périmètre de consolidation, principes comptables et méthodes d'évaluation

- 3 – 1 Référentiel et normes
- 3 – 2 Périmètre de consolidation
- 3 – 3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Note 4 – Informations relatives au bilan consolidé

- 4 – 1 Goodwills
- 4 – 2 Immobilisations incorporelles
- 4 – 3 Immobilisations corporelles
- 4 – 4 Actifs financiers non courants
- 4 – 5 Impôts différés
- 4 – 6 Autres actifs non courants
- 4 – 7 Stocks et en-cours
- 4 – 8 Créances d'exploitation < 1 an
- 4 – 9 Autres débiteurs
- 4 – 10 Trésorerie et équivalents
- 4 – 11 Capital social
- 4 – 12 Dettes financières
- 4 – 13 Provisions pour risques et charges
- 4 – 14 Actifs et passifs financiers
- 4 – 15 Actifs et passifs éventuels

Note 5 – Informations relatives au compte de résultat consolidé

- 5 – 1 Achats consommés
- 5 – 2 Charges externes
- 5 – 3 Charges de personnel
- 5 – 4 Produits et charges opérationnels non récurrents
- 5 – 5 Charges d'impôts
- 5 – 6 Frais de Recherche et de développement
- 5 – 7 Résultat par action

Note 6 – Informations relatives au tableau de flux

Note 7 – Informations relatives aux parties liées

Note 8 – Informations sur les engagements hors bilan

Note 9 – Informations sur l'exposition aux risques

- 9 – 1 Les risques financiers
- 9 – 2 Les risques juridiques
- 9 – 3 Les risques opérationnels

États de synthèse

Bilan consolidé actif

Libellé	Note	2021	2020
Goodwills	4-1	6 412 947	8 013 827
Immobilisations incorporelles	4-2	128 523	188 809
Immobilisations corporelles	4-3	3 352 440	4 812 015
Droits d'utilisation	4-3	5 352 603	4 773 588
Actifs financiers non courants	4-4	455 932	513 185
Impôts différés - actif	4-5	37 696	69 578
Autres actifs non courants	4-6	262 889	31 772
Actif non courant		16 003 030	18 402 773
Stocks et en-cours	4-7	11 759 482	11 574 359
Créances d'exploitation < 1 an	4-8	38 264 707	35 396 733
Créances hors d'exploitation < 1 an	4-9	4 186 378	4 928 256
Instruments financiers actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Comptes de régularisation			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4-10	14 082 114	15 293 826
Comptes de régularisation	4-9	148 423	343 598
Actif courant		68 441 104	67 536 771
Actifs non courants détenus en vue de la vente & act abandonnées			12 620
Total ACTIF		84 444 135	85 952 165

Bilan consolidé passif

Libellé	Note	2021	2020
Capital	4-11	10 000 000	10 000 000
Primes liées au capital		6 266 724	6 266 724
Réserves liées au capital		822 930	822 930
Réserves de consolidation groupe		13 617 951	14 282 009
Résultat de l'exercice		5 157 336	4 285
Capitaux propres part du groupe		35 864 941	31 375 948
Intérêts ne conférant pas le contrôle		44 533	586 948
Total des capitaux propres		35 909 474	31 962 896
Engagements retraite et assimilés	4-13	2 288 381	2 441 177
Provisions non courantes	4-13	113 124	96 573
Impôts différés - passif	4-5	28 317	66 392
Dettes financières à long terme	4-12	10 720 626	16 846 901
Dettes sur droit d'utilisation immobilier - Non courantes	4-12	3 995 860	3 512 359
Dettes sur droit d'utilisation mobilier- Non courantes	4-12	18 649	76 806
Autres passifs non courants		58 018	55 284
Passif non courant		17 222 974	23 095 491
Provisions pour risques et charges	4-13	622 914	488 725
Dettes financières à court terme	4-12	5 106 325	4 071 836
Dettes sur droit d'utilisation immobilier - Courantes	4-12	1 146 221	962 763
Dettes sur droit d'utilisation mobilier- Courantes	4-12	82 529	245 089
Dettes d'exploitation < 1 an	4-14	20 722 769	21 918 608
Dettes d'impôt exigible	4-14	1 043 367	182 632
Dettes hors exploitation < 1 an	4-14	1 207 318	811 471
Comptes de régularisation	4-14	1 380 244	2 212 653
Passif courant		31 311 687	30 893 778
Passifs non courants détenus en vue de la vente & act abandon.			
Total PASSIF		84 444 135	85 952 165

Compte de résultat consolidé

Etat du résultat net	Note	2021	2020
Chiffre d'affaires	2-1	88 890 268	74 654 782
Achats consommés	5-1	(26 552 284)	(22 407 260)
Charges externes	5-2	(20 547 571)	(18 964 466)
Charges de personnel	5-3	(30 828 052)	(28 255 751)
Impôts et taxes		(798 336)	(755 212)
Dotations d'exploitation		(1 763 302)	(1 681 235)
Dotations sur les droits d'utilisation		(1 601 488)	(1 693 415)
Autres produits et charges opérationnels courants		(573 564)	(97 048)
Produits et charges opérationnels non récurrents	5-4	2 630 646	284 509
Dépréciation et correction des écarts d'acquisition		(1 600 880)	
Résultat opérationnel		7 255 437	1 084 905
Coût de l'endettement financier net		(214 303)	(126 408)
Coût des charges financières sur droits d'utilisation		(77 278)	(56 331)
Charges d'impôt	5-5	(1 654 924)	(823 417)
Quote-part de résultat des entreprises associées			
Résultat net des activités poursuivies		5 308 932	78 748
Résultat net des activités abandonnées			
Résultat net de l'ensemble consolidé		5 308 932	78 748
Intérêts minoritaires		151 596	74 463
Résultat net (Part du groupe)		5 157 336	4 285
Résultat de base des activités poursuivies /Action	5-7	0,56	0,01
Résultat dilué des activités poursuivies /Action		0,56	0,01

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2021	2020
Résultat net total des entités consolidées	5 308 932	78 748
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE		
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Dotations nettes aux amortis, dépr. et provisions	5 302 075	3 365 736
Charges et produits liés aux stocks options et assimilés		
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur	(3 592)	(3 445)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(2 739 276)	(298 461)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		
CAF après coût de l'endettement financier	7 868 139	3 142 578
Coût de l'endettement financier	217 707	149 466
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés	1 475 883	823 417
CAF avant coût de l'endettement financier et impôt	9 561 729	4 115 461
Variation du BFR	(5 848 700)	(6 866 346)
Flux trésor actifs non courants à céder et act abandonnées		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'EXPLOITATION (I)	3 713 028	(2 750 885)
Acquisitions d'immobilisations	(3 926 315)	(5 277 898)
Cessions d'immobilisations	92 230	990 433
Réduction des autres immobilisations financières	46 735	40 023
Incidence des variations de périmètre	4 202 405	
Flux trésor actifs non courants à céder et act abandonnées		
Variation nette des placements à court terme		
Opérations internes Haut de Bilan	(29 577)	6 320
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	385 478	(4 241 122)
Emissions d'emprunts	542 981	28 504 772
Dettes sur droits d'utilisation	2 136 576	950 431
Remboursements d'emprunts	(5 253 206)	(12 545 022)
Remboursements des dettes sur droits d'utilisation	(1 665 444)	(1 691 882)
Coût de l'endettement financier	(217 707)	(149 466)
Dividendes versés par des filiales	(135 000)	
Dividendes reçus/versés de la société mère	(642 247)	
Cessions (acq.) nettes d'actions propres		3 531
Variation nette des concours bancaires		(376)
Augmentations / réductions de capital		
FLUX NET DE TRESO. GENERALE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)	(5 234 047)	15 071 988
Variation de change sur la trésorerie (IV)	4 632	(29 642)
Variation de change sur autres postes du bilan		
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE (IV)	4 632	(29 642)
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(1 130 908)	8 050 339
Trésorerie : ouverture	15 205 415	7 175 291
Trésorerie : correction à-nouveaux / reclassements		(20 217)
Trésorerie : clôture	14 074 507	15 205 415

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Écarts de conversion	Réserve de consolidation	Autres instruments de capitaux propres	Résultat	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part Hors-Groupe	Total
31/12/2019	10 000 000	6 266 724	822 930	(2 631 666)	(13 885)	15 840 218	(323 944)	1 925 323	31 885 700	528 005	32 413 706
Opérations en capital fondées sur des actions											
Opérations sur titres auto-détenus				(28 366)					(28 366)		(28 366)
Affectation du résultat						1 925 323		(1 925 323)			
Résultat net de l'exercice								4 285	4 285	74 464	78 749
Réévaluation et cessions des immo. corp. et incor.											
Dividendes versés par la société mère											
Ecarts de conv. : résultat enregistré en capitaux propres					(16 197)				(16 197)	(17 245)	(33 442)
Variation de périmètre											
Autres						(141 905)			(141 905)	1 724	(140 181)
Pro v. Pour retraite : écart actuariel							(327 570)		(327 570)		(327 570)
Impôts différés sur écart actuariel											
31/12/2020	10 000 000	6 266 724	822 930	(2 660 032)	(30 082)	17 623 637	(651 514)	4 285	31 375 947	586 948	31 962 896
Opérations en capital fondées sur des actions											
Opérations sur titres auto-détenus				3 560					3 560		3 560
Affectation du résultat						4 286		(4 286)			
Résultat net de l'exercice								5 157 336	5 157 336	151 596	5 308 932
Réévaluation et cessions des immo. corp. et incor.											
Dividendes versés par la société mère						(642 247)			(642 247)		(642 247)
Ecarts de conv. : résultat enregistré en capitaux propres					11 951				11 951	779	12 730
Variation de périmètre						(1 586)			(1 586)	(670 415)	(672 001)
Autres						(40 019)			(40 019)	(24 375)	(64 394)
Pro v. Pour retraite : écart actuariel											
Impôts différés sur écart actuariel											
31/12/2021	10 000 000	6 266 724	822 930	(2 656 472)	(18 131)	16 944 070	(651 514)	5 157 335	35 864 941	44 533	35 909 474

Annexe aux Comptes Consolidés

Note 1 – Informations générales

1 – 1 Présentation du Groupe

- La SA HIOLLE INDUSTRIES

La société HIOLLE Industries est une société anonyme au capital de 10 000 000 euros, immatriculée au registre du commerce de Valenciennes (France) sous le numéro 325 230 811 et dont le siège social est situé 9 Avenue Marc Lefrancq à PROUVY (59121).

Au 31 décembre 2021, la société HIOLLE Industries est la société mère d'un groupe de 8 filiales françaises et 5 filiales étrangères (marocaine, algérienne, suisse, canadienne et sénégalaise) intégrées globalement. Ces sociétés évoluent dans les différents secteurs de l'industrie.

- Le Groupe HIOLLE INDUSTRIES

En tant qu'holding animatrice et gestionnaire de projets, HIOLLE Industries fédère ses filiales en deux grands pôles d'activités :

- Le pôle « Ferroviaire et Aéronautique » avec :

- La maintenance et le SAV ainsi que les travaux neufs (câblage de dalles sous châssis, dalles sous pavillon, pupitres de conduite, armoires de commande) pour les grands donneurs d'ordres tels que les constructeurs, les exploitants et les équipementiers ;
- L'automatisme industriel et l'électronique ;
- L'usinage de précision ;
- Le câblage d'équipements électriques embarqués et les prestations d'intégration et de réparation sur sites pour les grands donneurs d'ordre du secteur aéronautique.

- Le pôle « Services et Environnement » avec :

- L'ensemble des métiers traditionnels liés à l'industrie (tuyauterie, électricité, hydraulique, construction métallique, traitement thermique, mécanique, contrôle métallurgique, maintenance...) ;
- Les transferts industriels transcontinentaux d'usines clés en mains ;
- La conception, la fabrication et l'installation de matériels de traitement des déchets solides, notamment dans le secteur du traitement des déchets ménagers, des déchets industriels banals, des déchets verts et les lignes de broyage pour véhicules hors d'usage ;
- L'installation d'équipements pour le traitement des fumées et autres rejets ;
- Les prestations de services (maintenance, gros entretien) pour les installations de traitements de déchets ;
- L'ingénierie dans le traitement de l'eau ;
- Les travaux neufs et la maintenance en électricité industrielle et tertiaire, l'installation et la mise en service de pompes à chaleur et unités de climatisation.

1 – 2 Caractéristiques de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Le Groupe HIOLE Industries, malgré une baisse de son chiffre d'affaires de 13 % liée à la crise sanitaire, affiche pour 2020 un résultat net équilibré. Les chiffres clés en K € de l'année sont les suivants :

En K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	88 890	74 655	19%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	64 576	52 886	22%
Dont Services Industriels et Environnement	24 314	21 769	12%
EBITDA (1)	12 221	4 460	174%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	8 333	3 854	116%
Dont Services Industriels et Environnement	3 889	606	542%
Résultat opérationnel courant	6 226	800	678%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	4 772	1 435	233%
Dont Services Industriels et Environnement	1 454	(635)	-329%
Résultat opérationnel	7 255	1 084	569%
Dont Ferroviaire et Aéronautique	5 244	1 780	195%
Dont Services Industriels et Environnement	2 011	(696)	-389%
Résultat net	5 309	79	6642%
Dont Résultat part du Groupe	5 157	4	120258%

(1) Détail du calcul de l'EBITDA

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat opérationnel	7 255	1 085
Dotations d'exploitation	1 763	1 681
Dotations sur les droits d'utilisation	1 601	1 693
Dépréciation du Goodwill	1 601	
	12 221	4 460

Activités 2021

2021 est résolument une année de croissance et de rentabilité pour le Groupe HIOLE Industries.

HIOLE Industries enregistre ainsi pour l'exercice 2021 un chiffre d'affaires consolidé de 88 890 K€, en hausse de 19 % par rapport à 2020.

L'EBITDA, en forte progression, s'établit à 12 221 K€ contre 4 460 K€ en 2020.

Le résultat opérationnel s'établit à 7 255 K€, pour une rentabilité de 8,3 %.

Après déduction des charges financières et de la charge d'impôt pour un montant total de 1 946 K€, le résultat net ressort à 5 309 K€, présentant une rentabilité nette proche de 6 %.

Le secteur « *Ferroviaire et Aéronautique* » (73 % du chiffre d'affaires consolidé) présente une progression de son chiffre d'affaires de 22 % et maintient donc fidèlement une tendance haussière qui fut au rendez-vous toute l'année, tant pour les activités ferroviaires qu'aéronautiques. Ce secteur génère sur 2021 un EBIDTA de 8 333 K€.

Même constat pour le secteur « *Services et Environnement* » qui performe avec un taux de croissance de presque 12 %, malgré la comptabilisation d'uniqueement 7 mois d'activité de TEAM TURBO MACHINES, suite à la cession de cette filiale en août 2021. Ce secteur génère sur 2021 un EBIDTA de 3 889 K€. L'impact exceptionnel de la cession de TEAM TURBO MACHINES sur les résultats s'élève à 2 707 K€. Cet impact est diminué d'une dépréciation de goodwill du secteur d'un montant de 1 601 K€.

Situation financière au 31/12/2021

L'endettement financier atteint 21 070 K€. La trésorerie active s'élève à 14 082 K€. Le Groupe présente donc un endettement net 6 988 K€, pour des capitaux propres qui s'élèvent à 35 708 K€.

Note 2 – Informations sectorielles

2 – 1 Informations sectorielles relatives au compte de résultat consolidé

Chiffre d'affaires par secteurs d'activités	2021	% du CA	2020	% du CA
Ferroviaire et Aéronautique	64 576 466	73%	52 885 542	71%
Services Industriels et Environnement	24 313 802	27%	21 769 240	29%
Total	88 890 268	100%	74 654 782	100%

Chiffre d'affaires par secteurs géographiques	2021	% du CA	2020	% du CA
CA réalisé par les filiales françaises	84 248 344	95%	72 711 357	97%
CA réalisé par les filiales étrangères	4 641 924	5%	1 943 425	3%
Total	88 890 268	100%	74 654 782	100%

	Chiffre d'affaires Consolidé	Résultat Opérationnel	Ebitda	Résultat Financier	Charges d'Impôts	Résultat net
31/12/2021						
Ferroviaire et Aéronautique	64 576 466	5 244 399	8 332 569	(300 658)	(1 346 362)	3 597 378
Services Industriels et Environnement	24 313 802	2 011 040	3 888 540	9 077	(308 561)	1 711 556
Total	88 890 268	7 255 439	12 221 109	(291 581)	(1 654 924)	5 308 934
31/12/2020						
Ferroviaire et Aéronautique	52 885 542	1 780 469	3 853 817	(178 160)	(716 588)	885 722
Services Industriels et Environnement	21 769 240	(695 564)	605 738	(4 579)	(106 830)	(806 974)
Total	74 654 782	1 084 905	4 459 555	(182 739)	(823 418)	78 748

2 – 2 Informations sectorielles relatives au bilan consolidé

31/12/2021	Immobilisations Corporelles	Endettement Net
Ferroviaire et Aéronautique	2 389 171	9 992 036
Services Industriels et Environnement	963 269	(3 003 942)
Total	3 352 440	6 988 094

31/12/2020	Immobilisations Corporelles	Endettement Net
Ferroviaire et Aéronautique	2 784 799	11 249 544
Services Industriels et Environnement	2 027 216	(827 617)
Total	4 812 015	10 421 927

Note 3 – Référentiel, périmètre de consolidation, principes comptables et méthodes d'évaluation

Le Groupe clôture son exercice le 31 décembre. Les comptes consolidés 2021 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire de HIOLLE Industries du 06/04/2022 et approuvés par le conseil de Surveillance du 07/04/2022. Ils seront soumis pour approbation de l'Assemblée générale des actionnaires le 02/06/2022.

3 – 1 Référentiel et normes

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Changement de méthodes et de présentation

Conformément aux textes en vigueur, nous vous informons qu'aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes et dans les méthodes d'évaluation retenues en 2021.

Normes, amendements de normes et interprétations applicables ou appliquées à compter du 1er janvier 2021

Les normes et interprétations suivantes applicables, de façon obligatoire, à compter du 1er janvier 2021 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés de Hiolle Industries au 31 décembre 2021. Elles concernent principalement :

- amendements à IAS 1 ET IAS 8 – Définition du terme « significatif » ;
- amendements à IFRS 3 « Définition d'une entreprise »;
- amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS
- amendements à IFRS 9 « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative »
- amendement à IFRS 16 Contrats de location - Aménagements des loyers liés à la Covid-19 approuvé par l'Union européenne le 12 octobre 2020 : son impact n'est pas significatif sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2021 ;
- Interprétation de l'IFRS Interpretation Committee (IC) relative à l'appréciation des durées exécutoires des contrats de location et de l'amortissement des agencements : Le Groupe a mis en œuvre les décisions de l'IFRS IC, publiées le 16 décembre 2019, sur l'appréciation des durées de location pour les contrats renouvelables par tacite reconduction ou sans date d'échéance contractuelle. L'IFRS IC confirme qu'il faut déterminer la période exécutoire, en retenant une vision économique, au-delà des caractéristiques juridiques. Les contrats concernés sont essentiellement les baux immobiliers. Par ailleurs, l'IFRS IC a également confirmé que la durée d'amortissement des agencements non déplaçables ne doit pas être supérieure à la durée du contrat de location. L'impact de ces décisions de l'IFRS IC n'est pas significatif sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2021.

Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 31 décembre 2021

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2021 :

- amendements à IFRS 9 et IFRS 7 « Réforme des taux de référence ». Les modifications seront applicables sur les exercices commençant après le 1er janvier 2021 ;
- amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers - Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » ;
- amendements à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - Contrats déficitaires, notion de coûts directement liés au contrat » ;
- amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles - Comptabilisation des produits générés avant la mise en service » ;
- amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises – Références au cadre conceptuel ».

3 – 2 Périmètre de consolidation

Méthodes de consolidation

Toute filiale dont le groupe a le contrôle est intégrée en intégration globale. Le contrôle est acquis au Groupe lorsque celui-ci a le pouvoir de prendre les décisions d'ordre opérationnel de manière à obtenir des avantages des activités des filiales.

Le périmètre de consolidation au 31/12/2021 comprend les sociétés listées dans le tableau de la page suivante. De plus, les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable ou, avec la mise en application de la norme IFRS 10, un contrôle conjoint avec d'autres partenaires, sont consolidées par mise en équivalence.

Entrées et sorties du périmètre de consolidation

La société TEAM TURBO MACHINES était intégrée en intégration globale au 31/12/2020. L'intégralité des titres détenus par HIOLLE INDUSTRIES ont été cédés à un Groupe tiers en date du 06 août 2021. En conséquence de cette cession hors Groupe, la société TEAM TURBO MACHINES est sortie du périmètre de consolidation au 31/12/2021. Les comptes consolidés présentés tiennent compte des données de TEAM TURBO MACHINES du 01/01/2021 au 06/08/2021.

Variations du pourcentage de contrôle

Depuis le 1^{er} janvier 2010 le Groupe applique la norme IFRS 10 amendée *Etats financiers consolidés et individuels* (2008) pour comptabiliser les acquisitions/cessions de participations ne donnant pas/perdant pas le contrôle. Le changement de méthode comptable a été appliqué prospectivement.

Depuis cette date, les acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées comme des transactions avec des propriétaires agissant en cette qualité, et, en conséquence, aucun goodwill n'est comptabilisé. Des diminutions de la part d'intérêt de la société mère dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur des capitaux propres.

En application de cette norme le résultat et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués aux propriétaires de la société mère et aux participations ne conférant pas le contrôle. Le résultat global total est attribué aux propriétaires de la société mère et aux participations ne donnant pas le contrôle même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

Date de fin d'exercice

Les sociétés consolidées clôturent leur exercice social au 31 décembre. Les comptes consolidés ont donc été établis à partir des comptes annuels des différentes sociétés clôturées au 31 décembre 2021.

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Ouverture)	% d'intérêt (Clôture)	Adresse	Pays	Siret
SA HIOLLE INDUSTRIES	01	IG	100	100	9 Avenue Marc Lefrancq - 59121 Prouvy	FRANCE 32523081100060
SA TEAM	02	IG	99,98	99,98	54 rue E Macarez - 59300 Valenciennes	FRANCE 31892008900030
ATM	04	IG	75	75	10 Chemin du Ruisseau, 33650 MARTILLAC	FRANCE 83320752500019
HIOLLE INDUSTRIES ALGERIE	08	IG	49	49	N7 Hai Hidouci, Route Nationale n°8 - 16200 ALGER	ALGERIE 16/00-1042420B16
HIOLLE INDUSTRIES SUISSE	09	IG	100	100	Route de Pré-jacquet ZI A26- 1844 Villeneuve-Suisse	SUISSE 276360880
HIOLLE INDUSTRIES CANADA	33	IG	100	100	43 rue Charles Ouest – Longueuil Québec	CANADA 1173401978
SA EUROP USINAGE	05	IG	99,90	99,90	Rue du Commerce - 59590 Raismes	FRANCE 40862934300018
SAS AMODIAG ENVIRONNEMENT	11	IG	100	100	9 Avenue Marc Lefrancq - 59121 Prouvy	FRANCE 38113012900095
SAS APEGELEC INDUSTRIES	12	IG	100	100	Parc de la chaussée romaine - 02100 St Quentin	FRANCE 39495531400023
SAS HIOLLE TECHNOLOGIES	13	IG	100	100	9 Avenue Marc Lefrancq - 59121 Prouvy	FRANCE 33290964700031
SAS RHEA ELECTRONIQUE	14	IG	100	100	Zone d'activité du Moulin - 59193 Erquinghem lys	FRANCE 35104046400031
HIOLLE INDUSTRIES MAROC	27	IG	99,60	99,60	Douar Lak loucha-Route d'el Jadida - Casablanca	MAROC rc Casablanca
GRAFF	28	IG	100	100	4 rue des mésanges - 57290 Fameck	FRANCE 30384713100016
AMODIAG SENEGAL	46	IG	52	52	Parcelle assainies Unité 7 Villa 246 Dakar	SENEGAL 006785268

3 – 3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Goodwills – Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par IFRS 3 – Regroupement d'entreprises. La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale à la juste valeur des actifs, des passifs et passifs éventuels (comptabilisés dans le cas où la juste valeur peut être déterminée de manière suffisamment fiable) identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en goodwill. Les Goodwills ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel. La perte de valeur éventuelle est comprise dans les « Autres produits et charges opérationnels ». Les Goodwills négatifs sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition, dans le poste « Autres produits et charges opérationnels ».

Résultat par action

Le résultat par action non dilué est calculé en fonction du résultat net part du groupe sur la base du nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice, sous déduction des actions auto-détenues. Il n'existe pas d'instrument de dilution au 31/12/2021.

Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38, un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que les logiciels. Elles figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations ayant une durée d'utilité définie sont amorties par annuités constantes selon le tableau suivant :

Logiciel	3 à 10 ans
Fichier clients ATM	6 ans

Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties mais font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît et au moins une fois par an.

Les activités de développement impliquent l'existence d'un plan ou d'un modèle en vue de la production de produits et procédés nouveaux ou substantiellement améliorés. Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si et seulement si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, la façon dont l'incorporel générera des avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif. Compte tenu des projets en cours dans le groupe, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses composants s'ils ont des durées d'utilisation différentes.

Constructions et installations photovoltaïques	20 ans
Aménagements des constructions	10 à 30 ans
Matériel et outillage	3 à 20 ans
Installations générales	10 à 20 ans
Matériel de transport	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5 à 15 ans

Perte de valeur des actifs immobilisés autres que financiers

Selon la norme IAS 36 « dépréciation d'actif », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur au minimum une fois par an. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie (catégorie limitée pour le Groupe aux goodwill), ainsi que pour les immobilisations en cours.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres Groupes d'actifs.

Les UGT définies par le Groupe sont depuis le 1^{er} janvier 2018 les deux grands pôles d'activités, alors que jusqu'en 2017 les UGT étaient les différentes filiales du Groupe.

La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie après impôt et actualisés. Le taux d'actualisation est déterminé à chaque clôture sur la base du coût du capital spécifique au Groupe HIOLLE Industries S.A.

Les cash-flows sont issus des cash-flows attendus dans le cadre du budget prévisionnel élaboré par les entités opérationnelles et validé par la Direction Générale, et des perspectives d'activité des entités à l'horizon de cinq ans en tenant d'un portefeuille clients stable. Au-delà de cet horizon, des cash-flows sont extrapolés par application d'un taux de croissance à l'infini.

Au 31/12/2021, les hypothèses sont les suivantes :

- Une croissance à l'infini de 2% ;
- Le taux de rendement des obligations d'état françaises à 10 ans, moyenne 1 an au 31/12/2021 de 1.6 % ;
- La prime de risque du marché des actions de 6.50 % ;
- Un bêta sectoriel au groupe de 0.75 ;
- Un taux d'actualisation de 9 %.

Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat en « Autres produits et charges d'exploitation » pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les goodwill affectés à l'U.G.T. puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'entité au prorata de la valeur nette comptable de chaque actif de l'unité.

Investissements et placements financiers

Les investissements financiers sont composés de cautions versées, de titres de participation non consolidés, de créances rattachées à des participations non consolidées, et de titres immobilisés.

Le groupe a enregistré dans ce poste les titres détenus dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou qui sont détenus dans le but de les revendre rapidement. Les placements financiers sont composés d'actifs financiers courts termes, ne présentant pas les caractéristiques de trésorerie ou quasi trésorerie. Ces éléments sont valorisés conformément aux dispositions des IAS 32 et IFRS 9 en fonction de la catégorie d'actifs financiers à laquelle ils appartiennent. Compte tenu de l'intention de gestion à court terme de ces éléments, la société a opté pour la présentation de ces éléments en juste valeur par le biais du compte de résultat.

Stocks

Les stocks sont valorisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Les matières premières et les marchandises sont valorisées au coût selon la méthode du Prix Moyen Pondéré.

Lorsque la valeur nette de réalisation, est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

Créances clients et p-roducts constatés d'avance

Les créances et dettes sont enregistrées initialement à la juste valeur. Les dépréciations doivent être comptabilisées lorsque la valeur actualisée des cash-flows futurs attendus devient inférieure à la valeur comptable, après étude individuelle des dossiers de créances douteuses ou litigieuses.

Par ailleurs en accord avec la norme IFRS 9, les créances commerciales et autres actifs financiers courants évalués au coût amorti doivent être dépréciés à hauteur des pertes de crédit attendues en cas de défaut de paiement sur la durée de vie totale de la créance.

Les en cours sur les contrats, dont l'obligation de performance est transférée de manière continue sont retraités pour être valorisés selon la méthode de l'avancement et reclassés en factures à émettre. Une provision est comptabilisée dans le cas d'une marge déficitaire.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La ligne « Trésorerie et équivalents » inclut les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles. Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie court terme. Les valeurs mobilières comprennent les placements de trésorerie, les parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à tout moment. Pour que les valeurs mobilières soient considérées comme un équivalent de trésorerie, elles doivent être facilement convertibles et soumises à un risque négligeable de changement de valeur.

Comptabilisation du chiffre d'affaires selon la norme IFRS 15

Opérations partiellement exécutées à la clôture / Obligations de performance transférées de manière continue

Les produits provenant des prestations de services ou des livraisons de biens peuvent être comptabilisés en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture, si l'obligation de performance est satisfaite de manière continue. Le degré d'avancement est reconnu en fonction des coûts encourus et ce degré d'avancement est appliqué au chiffre d'affaires à reconnaître.

Lorsque le résultat d'un contrat de ventes de prestations ne peut pas être estimé de façon fiable, les produits du contrat ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts du contrat qui ont été encourus c'est-à-dire en plafonnant au montant pour lequel il est « hautement probable » qu'ils ne feront pas ultérieurement l'objet d'ajustement significatif à la baisse. Une perte attendue sur un contrat est immédiatement comptabilisée en résultat.

Opérations achevées à la clôture / Obligations de performance transférées en une fois

Certains produits provenant de la vente de biens ou de service sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des retours et ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités. Ils sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque le contrôle des biens a été transféré à l'acheteur à un instant précis, c'est-à-dire lorsqu'ils sont reçus et utilisés par l'acheteur en une fois.

Le transfert des contrôles a lieu à un moment précis où l'acheteur a, en fonction du contrat, le titre de propriété de l'actif, accepté l'actif, a transféré la possession matérielle de l'actif...

Ainsi pour certaines livraisons à l'international, le transfert a lieu lors du chargement des biens par le transporteur.

Autres informations

Les contrats comportant des coûts annexes refacturés aux clients et nécessaires au contrat, ne pourront donner lieu à la comptabilisation de chiffre d'affaires qu'en fonction de l'avancement du contrat. Les produits et les charges seront étalés en fonction de la production réelle prévisionnelle.

Les produits pour lesquels le groupe a déjà reçu le règlement ou est en droit d'obtenir le règlement mais dont le transfert de contrôle n'a pas encore eu lieu sont reclassées en comptes de régularisation.

Ventes de biens

Les produits provenant de la vente de biens sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des retours et ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités. Ils sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur, que la recouvrabilité de la contrepartie est probable, que les coûts encourus ou à encourir

associés et le retour possible des marchandises peuvent être évalués de façon fiable et que le Groupe n'est plus impliqué dans la gestion des biens.

Le transfert des risques et avantages est apprécié en fonction des termes des contrats de vente.

Pour certaines livraisons à l'international, le transfert a lieu lors du chargement des biens par le transporteur.

Estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations, ou appréciations. Il s'agit notamment de la détermination des produits et résultats sur les contrats de vente de prestations partiellement exécutés à la clôture, de la valorisation des actifs incorporels et de la détermination du montant des provisions. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes.

Les données définitives peuvent éventuellement différer de manière significative de ces estimations et hypothèses.

Aucun changement d'estimation n'a eu d'impact significatif sur la période présentée.

Risques

Les activités du groupe sont exposées à certains facteurs de risques. Sont analysés par secteurs d'activités, les risques suivants : les Risques financiers (liquidités, taux, change...), les risques juridiques (litiges, évolution réglementaire...), les risques opérationnels (liés aux marchés, aux fournisseurs...). Ces risques sont exposés dans le présent Rapport Financier Annuel en note 9. Ils ne présentent pas d'évolution significative sur l'année 2021.

Provisions

Les provisions sont évaluées par la Direction pour faire face aux obligations actuelles de la société (juridiques ou implicites). L'évaluation des litiges est effectuée sur la base des demandes reçues des tiers révisées le cas échéant en fonction des actions en défense de la société. Lorsque la date de réalisation de cette obligation est au-delà d'un an, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul actualisé, dont les effets sont enregistrés en résultat opérationnel.

Indemnités de départ à la retraite

A l'occasion de leur départ en retraite, les salariés du groupe ont droit à une indemnité de fin de carrière prévue par la Convention Collective de la Métallurgie ou la Convention Collective Syntec.

Cet engagement, à prestations définies, est calculé selon les dispositions de la Convention Collective en fonction de l'ancienneté, de l'âge du salarié et de la probabilité de présence dans l'entreprise au jour du départ en retraite.

La méthode employée est celle des unités de crédit projetées.

Les hypothèses actuarielles retenues sont :

	31/12/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation	0.98 %	0.59 %
Taux de progression des salaires	1.00 %	1.00 %
Taux d'inflation	0 %	0%

Les calculs sont réalisés sur l'hypothèse d'un turn-over moyen pour la majorité des sociétés, un turn-over fort a été retenu pour HIOLLE Technologies et AMODIAG Environnement, un turn-over faible a été retenu pour ATM.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres instruments de capitaux propres de l'exercice durant lequel ils apparaissent.

En 2021, à la vue de l'impact significatif de l'évolution du taux d'actualisation sur les capitaux propres, ce paramètre a été mis à jour à 0.98%.

Médailles du travail

Les engagements, à prestations définies, envers le personnel issu de la remise de Médailles du travail ont été valorisés et font l'objet d'une provision, actualisée au même taux que l'engagement retraite.

Dettes financières

Les dettes financières comprennent les emprunts évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Juste valeur des produits dérivés actifs et passifs

Le groupe peut utiliser des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers soit de taux fixe à taux variable, soit de taux variable à taux fixe. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. La comptabilisation des valorisations de juste valeur dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument dérivé et du classement qui en résulte.

Le Groupe n'a pas opté pour le volet 3 de la norme IFRS 9 pour l'application de la comptabilité de couverture. Il continue donc d'appliquer les règles d'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.

Le groupe désigne ses instruments dérivés conformément aux critères établis par la norme IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées dans le résultat de la période, venant ainsi compenser les pertes ou gains latents reconnus sur l'instrument couvert à hauteur de la part efficace.

Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la part inefficace. Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque l'élément couvert affecte ce dernier.

Impôts différés

Les différences temporelles entre les valeurs en consolidation des éléments d'actif et de passif et celles résultant de l'application de la réglementation fiscale donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable au taux de 25 % pour 2021. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice sur l'autre sont inscrits dans le résultat de l'exercice au cours duquel la modification est constatée.

Les économies d'impôts résultant de déficits fiscaux reportables sont enregistrées en impôts différés actifs. Seuls les montants dont l'utilisation est probable sont inscrits à l'actif du bilan.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Contrats de location financements et contrats de location simples

La norme IFRS 16 remplace la norme IAS 17.

La norme IFRS 16 impose la comptabilisation au bilan du preneur de tous les contrats de location, ces derniers étant à l'origine :

- d'un droit d'utilisation sur l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations ;
- d'une dette au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location.

Il en résulte que pour les preneurs, la distinction entre les locations simples et les locations financement disparaît. Peu importent les caractéristiques du contrat pour le preneur, il sera reflété à son bilan en toute hypothèse.

La norme comporte deux exceptions : l'une porte sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à un an, l'autre sur les locations d'actifs de faible valeur (le chiffre cité est de 5 000 USD).

Pour le groupe, l'application de la norme IFRS 16 s'est imposée sur tous les contrats de locations et de crédit-bail (hors exceptions énoncées au paragraphe précédent) qui étaient jusqu'alors enregistrés en contrat de location simple ou en contrat de location de crédit-bail.

Les biens en locations tels que définis par la norme IFRS 16 « contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les durées retenues et le mode d'amortissement pratiqués sur ces biens correspondent aux normes du groupe.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement ont été comptabilisées comme une réduction du coût d'acquisition des immobilisations concernées.

Coûts d'emprunts

Conformément à la norme IAS 23 révisée « coûts d'emprunts », les coûts d'emprunts sont incorporés dans le coût de l'actif lorsqu'ils sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés en charges financières au cours de la période à laquelle ils se rattachent.

Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité principale et distincte, qui a été cédée ou qui est détenue en vue de la vente, ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente. La classification comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente. Lorsqu'une activité est classée en activité abandonnée, le compte de résultat comparatif est retraité comme si l'activité avait satisfait aux critères d'une activité abandonnée à compter de l'ouverture de la période comparative.

Actifs non courants destinés à la vente

Les actifs non courants (ou groupe d'actifs et passifs destiné à être cédé) dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue sont classés comme actifs détenus en vue de la vente. Immédiatement avant leur classification comme détenus en vue de la vente, les actifs (ou les composants du groupe destiné à être cédé) sont évalués selon les principes comptables du Groupe.

Ensuite, les actifs (ou groupe d'actif destiné à être cédé) sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Toute perte de valeur au titre d'un groupe destiné à être cédé est affectée d'abord au goodwill, puis aux autres actifs au prorata de leur valeur comptable, à l'exception toutefois des stocks, des actifs financiers, des actifs d'impôts différés, des actifs générés par des avantages du personnel, qui continuent d'être évalués selon les principes comptables du Groupe qui leur sont applicables.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou groupe d'actifs et passifs destinés à être cédés) comme détenu en vue de la vente ainsi que les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont comptabilisés en résultat. Le profit comptabilisé ne peut pas excéder le cumul des pertes de valeur comptabilisées.

Note 4 – Informations relatives au bilan consolidé

4 – 1 Goodwills

Libellé	Valeurs brutes au 31/12/2020	Corrections et var. de périmètre	Pertes de valeur	Valeurs nettes au 31/12/2021
Ferroviaire et Aéronautique	4 412 948			4 412 948
Services industriels et environnement	3 600 880		(1 600 880)	2 000 000
Total	8 013 828	0	(1 600 880)	6 412 948

Libellé	Valeurs brutes au 31/12/2020	Corrections et var. de périmètre	Pertes de valeur	Valeurs nettes au 31/12/2020
Ferroviaire et Aéronautique	4 412 948			4 412 948
Services industriels et environnement	3 600 880			3 600 880
Total	8 013 828	0	0	8 013 828

Des tests d'impairments ont été réalisés au 31/12/2021 sur ces deux UGT. Ces tests ont été mis en œuvre sur la base des principales hypothèses prises au 31/12/2021 :

- Taux d'actualisation après impôt : 9% ;
- Taux de croissance à l'infini : 2% ;
- Perspectives de chiffre d'affaires et de cash-flows, déterminés sur la base des business plans sur 5 ans, élaborés par les entités opérationnelles et validés par la Direction Générale ; les business plans sont basés sur les portefeuilles clients existants et sans dégradation ou perte de clientèle.

Ces tests ont conduit à comptabiliser des pertes de valeur pour 1 600 880 € sur Graff.

4 – 2 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	39 171	116 883			73	(77 785)	
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	834 013	1 024 945	3 904	(101 843)	248	(93 241)	
Droit au bail							
Fonds commercial	31 245	15 245	16 000				
Autres immobilisations incorporelles	260 294	260 294					
Immobilisations incorporelles en cours	38 978	27 000	11 978				
Avances et acomptes s/imm. incorp.							
Immobilisations incorporelles	1 203 701	1 444 367	31 882	(101 843)	321	(171 026)	0

Amortissements et dépréciations	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Reprise	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissements des frais d'établissement	(33 687)	(104 087)	(7 312)			77 785	(73)
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(781 197)	(891 281)	(55 179)	98 342		67 097	(176)
Amortissements droit au bail							
Amortissements fonds commercial							
Amortissements des autres immos incorp.	(260 293)	(260 189)	(104)				
Amortissements des Immobilisations incorporelles	(1 075 177)	(1 255 557)	(62 595)	98 342	0	144 882	(249)

4 – 3 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Terrains et agencements	13 419	16 894		(3 475)		
Constructions	494 093	465 484	29 612	(6 390)		5 387
Constructions sur sol d'autrui	0	6 900			(6 900)	
Installations techniques, matériel & outillage	9 531 820	10 718 185	1 191 943	(1 487 531)	(906 843)	16 066
Autres immobilisations corporelles	7 311 993	7 951 795	1 003 245	(566 134)	(1 085 005)	8 092
Immobilisations corporelles en cours	16 844	78 149	15 207	(71 862)	(4 650)	
Droits d'utilisation de biens immobiliers	9 073 453	7 164 463	2 318 813	(433 483)		23 660
Droits d'utilisation de biens mobiliers	608 577	1 701 755	83 723	(1 176 901)		
Avances et acomptes s/imm. Corp.	0	0				
Immobilisations corporelles	27 050 199	28 103 625	4 642 543	(3 745 776)	(2 003 398)	53 205

Amortissements et dépréciations	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Amort. sur agencements et aménagements de terrains	0	(3 475)		3 475		
Amortissements des constructions	(366 514)	(349 773)	(18 411)	3 807		(2 137)
Amortissements des constructions sur sol d'autrui	0	0				
Amortissements install tech. Matériel & outil.	(8 127 474)	(8 385 985)	(1 241 293)	1 051 294	454 627	(6 117)
Amortissements des autres immobilisations corp.	(5 521 742)	(5 686 160)	(806 710)	502 498	474 638	(6 008)
Amortissements des droits d'utilisation de biens immobiliers	(3 805 212)	(2 705 742)	(1 437 534)	355 306		(17 242)
Amortissements des droits d'utilisation de biens mobiliers	(524 216)	(1 386 887)	(246 158)	1 108 829		
Amortissements des Immobilisations corporelles	(18 345 158)	(18 518 022)	(3 750 106)	3 025 209	929 265	(31 504)

Depuis le 1^{er} janvier 2019, HIOLLE Industries est tenu d'appliquer la norme IFRS 16 sur les contrats de location.

La valeur brute des droits d'utilisation de biens immobiliers mis à l'actif est équivalente à la valeur de la dette financière issue de ces contrats. La valeur initiale de la dette financière est évaluée sur la base de la valeur actualisée des paiements des loyers restants dus aux bailleurs.

Le taux d'actualisation retenu est de 1.5%. Ce taux correspond au taux marginal d'endettement du Groupe.

Pour chaque contrat immobilier, la durée de location restant à courir retenue est la durée jusqu'à la première échéance du bail commercial (au bout de 3, 6 ou 9 ans) majorée d'une option de prolongation au cas où cette prolongation est raisonnablement certaine.

Subventions d'investissement comptabilisées en déduction du coût des immobilisations :

2021	Installation techniques et outillage industriels	Autres immobilisations	Total
Montant brut des subventions	0	0	0
Amortissements	0	0	0
Net	0	0	0

2020	Installation techniques et outillage industriels	Autres immobilisations	Total
Montant brut des subventions	0	0	0
Amortissements	0	0	0
Net	0	0	0

Production immobilisée :

Libellé	2021	2020
Installations techniques et outillage industriels		
Autres immobilisations		
Total	0	0

Engagement de location financement :

Libellé	2021			2020		
	Valeurs brutes	Amortissement	Clôture	Valeurs brutes	Amortissement	Clôture
Terrains						
Agencements et aménagements de terrains						
Constructions						
Constructions sur sol d'autrui						
Installations techniques, matériel & outillage	58 683	(36 909)	21 774	955 960	(860 245)	95 715
Autres immobilisations corporelles	549 895	(487 308)	62 587	745 795	(526 643)	219 152
Droits d'utilisation de biens immobiliers	9 073 453	(3 805 212)	5 268 241	7 164 463	(2 705 742)	4 458 721
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes s/imm. corp.						
Immobilisations corporelles	9 682 031	(4 329 429)	5 352 602	8 866 218	(4 092 630)	4 773 668

Valeurs brutes	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Terrains						0
Constructions						0
Constructions sur sol d'autrui						
Installations techniques, matériel & outillage	58 683	955 960		(897 277)		
Autres immobilisations corporelles	549 895	745 796	83 723	(279 624)		
Droits d'utilisation de biens immobiliers	9 073 453	7 164 463	2 318 813	(433 483)		23 660
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes s/imm. Corp.						
Immobilisations corporelles	9 682 031	8 866 219	2 402 536	(1 610 384)	0	23 660

Amortissements	2021	2020	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Terrains						
Constructions						0
Constructions sur sol d'autrui						
Installations techniques, matériel & outillage	(36 909)	(860 245)	(46 577)	869 913		
Autres immobilisations corporelles	(487 308)	(526 643)	(199 581)	238 916		
Droits d'utilisation de biens immobiliers	(3 805 212)	(2 705 742)	(1 437 534)	355 306		(17 242)
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes s/imm. Corp.						
Immobilisations corporelles	(4 329 429)	(4 092 630)	(1 683 692)	1 464 135	0	(17 242)

4 – 4 Actifs financiers non courants

Libellé	2021	2020
Titres mis en équivalence		0
Titres de participations non consolidés	12 620	0
Créances rattachées à des participations - part > 1 an		0
Participations et créances rattachées		0
Prêt	126 137	166 169
Dépôts et cautionnement versés	317 172	343 822
Autres	3	3 194
Autres Immobilisations financières	455 932	513 185

Le Groupe ne détient plus de titre mis en équivalence.

4 – 5 Impôts différés

Libellé	2021	2020
Impôts différés - actif	37 696	69 578
Impôts différés - passif	28 317	66 392

4 – 6 Autres actifs non courants

Libellé	2021	2020
Autres actifs non courants	262 889	31 772
Autres actifs non courants	262 889	31 772

4 – 7 Stocks et en-cours

Libellé	2021	2020
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	13 201 821	12 464 463
Provisions s/ stocks - MP, fourm. et approv.	(1 523 690)	(1 151 060)
En-cours de biens		194 095
Provisions s/ stocks - en cours de biens		
En-cours de services		
Provisions s/ stocks - en cours de services		
Produits intermédiaires finis		
Provisions s/ stocks - produits intermédiaires finis		
Stocks de marchandises	255 455	240 965
Provisions s/ stocks - marchandises	(174 104)	(174 104)
Total Stocks - Net	11 759 482	11 574 359

en euros	2020	Dotation	Reprise	Variation de périmètre	2021
Dépréciations des stocks	(1 325 164)	(473 696)	69 637	31 430	(1 697 793)

en euros	2019	Dotation	Reprise	Variation de périmètre	2020
Dépréciations des stocks	(1 173 013)	(193 034)	40 883		(1 325 164)

4 – 8 Créances d'exploitation < 1 an

Libellé	2021	2020
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	37 120 441	34 204 952
Prov. clients et comptes rattachés - part < 1an	(741 899)	(1 271 299)
Total Créances Clients Nette	36 378 542	32 933 653
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	107 418	94 073
Créances fiscales hors IS- part < 1an	1 491 005	1 819 423
Total Créances d'exploitation hors acompte	37 976 965	34 847 149
Etat - Impôts sur les bénéfices - Courant	10 765	353 205
Avances et acomptes	276 977	196 379
Total Créances d'exploitation - Nette	38 264 707	35 396 733

Echéancier des créances nettes clients	ECHUS				NON ECHUS	TOTAL
	- 30 jours	+ 30 jours	+ 60 jours	+ 90 jours		
31/12/2021	2 836 145	883 930	1 038 706	4 670 055	27 691 604	37 120 441
31/12/2020	2 037 191	1 075 682	486 185	4 632 978	25 972 917	34 204 952

Dépréciation des créances clients	2021	2020	Dotation	Reprise prov consommée	Reprise prov non consommée	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciation des créances clients	(741 899)	(1 271 299)	(69 711)	599 473			(362)
Total	(741 899)	(1 271 299)	(69 711)	599 473	0	0	(362)

Dépréciation des créances clients	2020	2019	Dotation	Reprise prov consommée	Reprise prov non consommée	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciation des créances clients	(1 271 299)	(1 393 503)		122 204			
Total	(1 271 299)	(1 393 503)	0	122 204	0	0	0

4 – 9 Autres débiteurs

Libellé	2021	2020
Créances de Carry Back		
Créance sur intégration fiscales		
Créances courantes rattachées à des participations	3 478 721	3 907 121
Personnel et organismes sociaux		
Etat		
Autres créances	707 657	1 021 135
Charges constatées d'avance	148 423	343 598
Total Autres créances - Net	4 334 801	5 271 854

4 – 10 Trésorerie et équivalents

Libellé	2021	2020
VMP - Equivalents de trésorerie	7 227 185	1 423 182
Provisions sur VMP - Equivalent de trésorerie		
Actions propres		
Provisions sur actions propres		
Disponibilités	6 854 665	13 870 582
Intérêts courus non échus s/ dispo.	264	62
Trésorerie active	14 082 114	15 293 826
Concours bancaires (trésorerie passive)	(7 069)	(88 411)
Concours bancaires (dettes)		
Intérêts courus non échus - passif	(540)	
Trésorerie passive	(7 609)	(88 411)

Les équivalents de trésorerie, représentant 7 227 185 €, sont constitués exclusivement par des placements en SICAV et FCP qualifiés de monétaires euros, valorisés à la valeur de marché au 31/12/2021.

4 – 11 Capital social

Composition du capital

Au 31/12/2021 le capital social était composé de 9 421 056 d'actions ordinaires de valeur nominale unitaire de 1.06 euros, soit 10 000 000 Euros.

Il n'existe aucun instrument de dilution.

Options d'achat d'actions réservées aux salariés

Au 31/12/2021, il n'existe pas d'options d'achats d'actions réservées aux salariés et l'ensemble des salariés du groupe HIOLLE Industries détient environ 0.13 % du capital.

Titres d'autocontrôle

Dans le cadre des programmes de rachat autorisés par l'assemblée générale des associés, 240 258 titres étaient détenus au 31 décembre 2021 pour un montant total de 2 598 591 euros.

Dans le cadre du contrat de liquidité, 10 326 titres étaient détenus au 31 décembre 2021 pour un montant total de 36 613 euros.

Ainsi, la société détient au total 250 584 actions propres pour une valeur comptable brute de 2 635 205 euros. Elles sont provisionnées à hauteur de 1 736 371 euros pour ajuster leur valeur au cours de 3,59 euros, cours moyen du mois de Décembre 2021.

Conformément à l'article L 225-210 alinéa 3 du Code de Commerce, des réserves indisponibles seront constituées à hauteur de 2 635 205 euros, couvrant ainsi le montant détenu en actions propres.

Autorisations d'émission

Néant.

Restrictions

La réserve légale est entièrement dotée conformément à la législation française.

4 – 12 Dettes financières

Dettes financières	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts auprès des établissements de crédits	15 818 763	20 818 189
Droits d'utilisation de biens mobiliers	101 178	321 894
Droits d'utilisation de biens immobiliers	5 142 081	4 475 122
Autres	8 188	100 548
Total	21 070 210	25 715 753

Répartition par échéance des dettes financières

Répartition par échéance	31/12/2021	Courant	Non Courant
Emprunts	15 818 763	5 098 716	10 720 047
Droits d'utilisation de biens mobiliers	101 178	82 529	18 649
Droits d'utilisation de biens immobiliers	5 142 081	1 146 221	3 995 860
Autres	8 188	7 609	579
Total	21 070 210	6 335 075	14 735 135

Répartition par échéance	31/12/2020	Courant	Non Courant
Emprunts	20 818 189	3 983 426	16 834 763
Droits d'utilisation de biens mobiliers	321 894	245 089	76 805
Droits d'utilisation de biens immobiliers	4 475 122	962 763	3 512 359
Autres	100 548	88 410	12 138
Total	25 715 753	5 279 688	20 436 065

La variation de la Ligne « Autres » correspond au financement court terme du BFR (Billets de trésorerie et lignes de crédit à court terme). Certains contrats sont soumis au respect de ratios financiers. Au 31/12/2021, l'ensemble des ratios sont respectés.

4 – 13 Provisions pour risques et charges

Voici leur ventilation suivant l'échéance :

Provisions pour risques et charges	2021	2020	Dotation	Reprise prov consommée	Reprise prov non consommée	Variations de périmètre
Provisions pour engagement envers le personnel	2 288 381	2 441 177	279 233	(285 356)		(146 673)
Provisions pour litige commerciaux	0					
Autres provisions	736 040	585 299	473 154	(322 413)		
Total	3 024 421	3 026 476	752 387	(607 769)	0	(146 673)

Provisions pour risques et charges	2020	2019	Dotation	Reprise prov consommée	Reprise prov non consommée	Variations de périmètre
Provisions pour engagement envers le personnel	2 441 177	2 115 470	562 722	(89 939)	(147 076)	
Provisions pour litige commerciaux	0					
Autres provisions	585 299	594 766	98 969		(108 436)	
Total	3 026 476	2 710 236	661 691	(89 939)	(255 512)	0

Répartition par échéance	31/12/2021	Courant	Non Courant
Provisions pour engagement envers le personnel	2 288 381		2 288 381
Provisions pour litige commerciaux			
Autres provisions	736 040	622 917	113 123
Total	3 024 421	622 917	2 401 504

4 – 14 Actifs et passifs financiers

Au 31 décembre 2021, les actifs et passifs financiers sont classés ainsi, selon les catégories identifiées par la norme IFRS 9.

31/12/2021	Juste valeur par résultat	Coût Amorti	Juste valeur par OCI
Autres participations			12 620
Créances clients		36 252 774	
Autres créances		6 326 940	
Instruments financiers			
Charges constatées d'avance		156 849	
Valeurs Mobilières de Placements		7 227 185	
Total des actifs financiers		49 963 748	
Dettes financières à long terme		10 720 626	
Dettes de location long terme		4 014 509	
Dettes financières à court terme		5 106 325	
Dettes de location court terme		1 228 750	
Fournisseurs		8 204 027	
Avances et acomptes sur commande en cours		1 603 258	
Dettes sociales		5 874 283	
Dettes fiscales		6 084 568	
Dettes sur immobilisations		27 824	
Autres dettes		6 597 096	
Produits constatés d'avance - part < 1 an		1 379 852	
Total des passifs financiers		50 841 117	
31/12/2020	Juste valeur par résultat	Coût Amorti	Juste valeur par OCI
Autres participations			(6 634)
Créances clients		32 933 654	
Autres créances		7 074 566	
Instruments financiers			
Charges constatées d'avance		313 890	
Valeurs Mobilières de Placements		1 423 182	
Total des actifs financiers		41 745 292	
Dettes financières à long terme		16 846 901	
Dettes de location long terme		3 589 164	
Dettes financières à court terme		4 071 836	
Dettes de location court terme		1 207 852	
Fournisseurs		10 629 273	
Avances et acomptes sur commande en cours		1 376 185	
Dettes sociales		5 414 596	
Dettes fiscales		4 681 186	
Dettes sur immobilisations		1 142	
Autres dettes		(624 789)	
Produits constatés d'avance - part < 1 an		2 207 162	
Total des passifs financiers		49 400 508	

La comparaison entre la VNC et la juste valeur des actifs financiers ne fait pas apparaître d'écart significatif.

Titres de participations non consolidés

Voir paragraphe Périmètre de consolidation

Titres détenus en direct par HIOLLE INDUSTRIES	
Autres participations	12 620 €
Autres titres immobilisés	0 €

Les titres de Mécatel ont été reclassés en 2010 dans les autres participations. D'une valeur brute de 2 800 000 €, ils ont été provisionnés à hauteur de 100 %.

4 – 15 Actifs et passifs éventuels

Litiges et procédures ayant donné lieu à constitution de provisions

Pour les cas où les critères de constitution des provisions sont réunis, le Groupe estime que les provisions constatées à ce jour dans les comptes sont suffisantes pour que la résolution de ces litiges n'engendre pas d'impact significatif sur ses résultats. Cette estimation du risque potentiel tient compte notamment des assurances dont le Groupe dispose.

Les autres risques liés à des contentieux, réclamations de tiers ou autres différends existants ou probables ayant donné lieu à provision au 31 décembre 2021 n'ont pas individuellement, selon l'estimation du Groupe, un impact potentiel sur les comptes suffisamment matériel pour justifier une information spécifique dans les comptes consolidés.

Litiges et procédures n'ayant pas donné lieu à constitution de provisions

Parmi les situations n'ayant pas donné lieu à constitution de provisions figurent :

- Une réclamation d'un client à l'encontre d'une filiale opérationnelle concernant le niveau de performance d'une installation de traitement de déchets. Une expertise judiciaire est en cours et le litige a été déclaré à la compagnie d'assurances. A ce stade de la procédure, le groupe ne peut estimer les conséquences financières de ce litige.
Etant donné les garanties données par les assureurs, HIOLLE Industries considère que ces conséquences n'auraient pas d'impact significatif sur les comptes sans pour autant l'exclure.
- Des contentieux avec des groupements d'entreprises auquel le groupe a participé restent en cours et sont sans évolution par rapport à l'exercice précédent. Ces dossiers n'ont donné lieu à aucun ajustement significatif sur les comptes.

Note 5 – Informations relatives au compte de résultat consolidé

5 – 1 Achats consommés

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Achats de marchandises	2 246 244	1 445 266
Achats d'études et prestations de services	645 287	173 392
Autres achats	275 412	773 828
Achats intra-groupe		
Achats non stockés de matières et fournitures	3 218 046	2 823 601
Variation stocks de marchandises	(14 490)	(24 076)
Achat m.p. fourniture & autres. Appro.	21 018 068	21 010 985
Var. stocks m.p., fourniture & autres appro.	(836 283)	(3 795 737)
Achats consommés	26 552 284	22 407 259

5 – 2 Charges externes

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Sous-traitance	5 243 772	5 089 125
Redevances de crédit-bail	4 494	7 219
Locations immobilières et charges locatives	289 504	408 109
Locations mobilières et charges locatives	806 925	615 084
Entretien et réparation	806 315	692 325
Primes d'assurances	682 553	461 863
Autres services extérieurs	20 439	(4 430)
Personnel détaché et intérimaire	6 909 664	6 119 168
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	711 492	639 461
Publicité, publications, relations publiques	113 166	95 963
Transport	1 353 288	893 697
Déplacements, missions et réceptions	2 927 862	3 264 693
Frais postaux et frais de télécommunications	315 234	360 065
Frais bancaires	11 838	30 533
Autres charges externes	351 025	291 590
Production immobilisée		
Autres charges d'exploitation	20 547 571	18 964 465

5 – 3 Charges de personnel

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Rémunérations du personnel	21 782 789	20 235 684
Charges de sécurité soc. et de prévoyance	8 455 077	7 915 542
Autres charges de personnel	590 186	104 524
Charges de personnel	30 828 052	28 255 750

Rémunérations de toutes natures

Libellé	2021	2020
Jetons de présence	18 667	16 000
Rémunération des mandataires sociaux et des organes de direction (1)	291 590	295 460
Avantage à court terme	310 257	311 460
Avantages postérieurs à l'emploi, y compris les cotisations à des régimes à cotisations définies		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiements en actions		
Total	310 257	311 460

(1) Dont 123 k€ chez HIOLLE INDUSTRIES

Libellé	2021	2020	Dotation	Reprise	Variations de périmètre
Provision pour retraite	2 288 381	2 441 177	279 233	(285 356)	(146 673)
Coût des services rendus	152 204	143 988	8 216		
Intérêts sur obligation	14 093	26 575		(12 482)	
Rendement attendu des actifs du régime	0				
Pertes/profits actuariels nets comptabilisés au cours de l'exercice	(172 422)	(327 570)	155 148		
Coûts des services passés	0	(143 988)	143 988		
Pertes/profits sur réductions et liquidations					
Total porté dans les charges de personnels	0	(1 863)	1 863		
Total	2 282 256	2 138 319	588 448	(297 838)	(146 673)

Effectif	31/12/2021	31/12/2020
Holding	20	14
Services et Environnement	137	182
Ferroviaire et Transports propres	632	610
Total (hors intérimaires)	789	806

5 – 4 Produits et charges opérationnels non récurrents

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Reprise de provision pour risque sur litiges +/- value de cession	2 733 158	284 509
Autres produits et charges opérationnels non récurrents	(102 512)	
Produits et charges opérationnels non récurrents	2 630 646	284 509

5 – 5 Charges d'impôts

Libellé	2021	2020
Impôt sur les bénéfices	(443 545)	(270 961)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale	(936 752)	
Impôts différés	2 935	(61 972)
CVAE	(277 562)	(490 484)
Charges d'impôts	(1 654 924)	(823 417)

Intégration fiscale

Il est rappelé que le groupe HIOLLE INDUSTRIES a opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2001 avec toutes les filiales dont il détenait 95 % ou plus.

En application de ce régime, HIOLLE INDUSTRIES - en tant que société mère - paie l'impôt sur les sociétés et les quatre acomptes. Cependant, selon les conventions d'intégration fiscale signées avec chaque société, ce sont les filiales qui supportent la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration fiscale. Elles versent donc à la société mère leurs contributions.

Les sociétés intégrées fiscalement en 2021 sont les suivantes :

- SA HIOLLE INDUSTRIES
- SAS TEAM
- SAS EUROP'USINAGE
- SAS AMODIAG ENVIRONNEMENT
- SAS APEGELEC INDUSTRIE
- SAS HIOLLE TECHNOLOGIES
- SAS RHEA
- SAS GRAFF

En 2021, le résultat fiscal lié à l'intégration fiscale est un bénéfice de 3 405 566 euros. Il en résulte une charge d'impôt sur les sociétés liée à l'intégration fiscale s'élevant à 907 078 euros.

Déficits fiscaux non utilisés de l'intégration fiscale :

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent	1 803 227 €
Déficits imputés	1 803 227 €
Déficits reportables	0 €
Déficits de l'exercice	0 €
Déficits restant à reporter	0 €

Les déficits fiscaux n'ont pas été activés.

Preuve d'impôt

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts et résultat des MEE	8 287 176	411 681
Taux d'impôt de l'entité consolidante	26,5%	28%
Impôt théorique	(2 196 102)	(115 271)
Effets des différences de base	679 315	54 914
Effets des différences de taux	(14 020)	(170 196)
Crédits d'impôt et autres dispositions fiscales particulières	202 514	538 883
Effets des déficits non activés	(49 069)	(641 263)
Ecritures manuelles sur Impôt CVAE	(277 562)	(490 484)
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(1 654 924)	(823 416)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(1 654 924)	(823 417)

5 – 6 Frais de Recherche et de développement

Libellé	2021	2020
Charges de personnels	274 546	300 360
Autres	112 819	129 153
Total	387 365	429 513

Les charges de recherche et de développement incluses dans le compte de résultat concernent TEAM TURBO MACHINES pour un montant net de 300 087 € et RHEA pour un montant net de 87 278 € (hors dépenses de prestations de conseils exposées auprès de tiers). Ces frais ont contribué à un crédit d'impôt total de 116 209 €.

5 – 7 Résultat par action

Libellé	2021	2020
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère	5 308 932	78 748
En nombre d'actions		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période (excluant les actions propres) retenu pour le résultat net par action	9 421 056	9 421 056
Effet de la dilution :		
(-) Obligations convertibles :		
(-) Options d'achats ou de souscription d'actions		
(-) Attribution d'actions gratuites :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période (excluant les actions propres) ajusté pour le résultat net dilué par action	9 421 056	9 421 056
En euros		
Résultat net dilué par action :	0,56	0,01
Résultat net par action :	0,56	0,01

Montant des dividendes par action votés par l'Assemblée Générale de la société mère au titre des exercices :

Au titre de l'exercice 2017, un dividende de 0.11 euro par action a été versé.

Au titre de l'exercice 2018, un dividende de 0.15 euro par action a été versé.

Au titre de l'exercice 2019, aucun dividende n'a été versé.

Au titre de l'exercice 2020, un dividende de 0.07 euro par action a été versé.

Note 6 – Informations relatives au tableau de flux

Libellé	2021	2020	Variation
Disponibilités	6 854 931	13 870 644	-50,58%
VMP - Equivalents de trésorerie	7 227 185	1 423 182	407,82%
Soldes débiteurs et concours bancaires courants	(7 609)	(88 411)	-91,39%
Trésorerie nette	14 074 507	15 205 415	-7,44%
Endettement financier Brut	(15 819 882)	(20 830 327)	-24,05%
Autres passifs financiers liés aux droits d'utilisation	(5 243 258)	(4 797 016)	9,30%
Endettement financier Net	(6 988 633)	(10 421 928)	-32,94%

Les autres passifs financiers concernent uniquement les dettes financières liées aux engagements de locations et aux crédits-baux en application au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16.

Note 7 – Informations relatives aux parties liées

Le principal détenteur du capital de la société tête du Groupe HIOLE Industries est la SAS HIOLE DEVELOPPEMENT qui détient 64.96 % du capital du Groupe HIOLE Industries.

HIOLE Développement dans le cadre de son activité de Holding, détient notamment les sociétés listées ci-après dont les mandataires sociaux de ces entités sont notamment Jean Michel HIOLE, Olivier HIOLE et Véronique HIOLE.

	Entité	% détention directe	Entité	% détention indirecte
Secteur Energies	Hiolle Energies	99,37%		
Secteur Immobilier	Hiolle Immobilier	99,99%	Sci la Rougeville Sci la Rhonelle	99,96% 50%
Secteur Logistique	SAS Hiolle Logistique	100%		

Les transactions avec ces différentes sociétés se ventilent comme suit :

	31/12/2021		31/12/2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Total Groupe	1 623 575	404 657	1 740 842	1 019 265

Les soldes à la clôture se ventilent ainsi :

31/12/2021	Clients	Fournisseurs
Total Groupe	588 326	547 528

Il n'y a pas de créances douteuses ou litigieuses. Le groupe n'a donc pas constitué de provisions liées au montant des soldes.

Toutes les transactions effectuées avec des parties liées sont facturées à des conditions normales et selon des modalités courantes.

Note 8 – Informations sur les engagements hors bilan

Nature des dettes		Garanties	Engagements résiduels au 31/12/2021	Engagements résiduels au 31/12/2020
APEGELEC :				
Créances cédés	Affacturage		1 087 746	720 305
OCAM :				
Créances cédés	Affacturage			
TEAM :				
	Caution marché privé garantie exécution		80 698	
	Caution marché privé garantie à première demande		234 600	
HOLLE INDUSTRIES :				
Filiale Hiolle Industries Maroc	Contre garantie sur engagement		3 800 000 MAD	
	Caution marché privé garantie exécution		420 000	
	Caution marché public garantie à première demande		104 428	
HOLLE TECHNOLOGIES :				
Contrat OSEO Financement	Créances données en garantie			
Emprunt Crédit Agricole (79 k€)	BPI France et Nantissement des titres Hiolle Technologies		0	4 493
Crédit de trésorerie par billet (Crédit du Nord) de 500 k€	Aval			
	Caution marché privé retenue de garantie travaux		2 034	2 034
	Caution marché privé garantie exécution		52 988	52 988
	Caution marché public garantie à première demande		0	96 523
	Caution marché privé restitution			
Emprunt Crédit Coopératif (135 k€)	Nantissement fonds de commerce		0	135 000
	Caution Société Garantie Coop. Mut. Provence Alpes Co.		0	2 163
	Caution BPI Financement		0	2 884
Emprunt Société Marseillaise de Crédit (135 k€)	Nantissement du fonds de commerce			
	Contre garantie BPI France à hauteur de 40%			
Crédit de trésorerie (500 k€)	Cession de créances loi Dailly			
BNP	Nantissement de marchandises		100 000	100 000
	Coontregarde Sté Caut Mut		0	2 700 000
	Interv. BPIFRANCE Financement		0	173 500
	Gage cpte instr. Financiers		0	347 000
	Assurance DIT		0	347 000
Société Générale	Caution PGE		0	3 000 000

Note 9 – Informations sur l'exposition aux risques

Les activités du groupe sont exposées à certains facteurs de risques. Sont analysés par secteurs d'activités les risques suivants : les risques financiers (liquidités, taux, change...), les risques juridiques (évolution réglementaires, litiges...), les risques opérationnels (liés aux marchés, aux fournisseurs, aux clients, à l'environnement...).

9 – 1 Les risques financiers

Risque de taux

Le Groupe HIOLLE Industries n'est que très faiblement exposé au risque de taux d'intérêt. En effet, au 31/12/2021, le capital restant dû des emprunts souscrits à taux variables et les billets de trésorerie court terme s'élève à 1 310 217 €. Une variation de 1% des taux aurait donc un impact de 13 102 €.

Endettement au 31/12/2021 (hors
retraitement IFRS 16)

Répartition par échéance	à moins d'un an		de 1 à 5 ans		à plus de 5 ans		Total	
	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe
Dettes financières	304 148	4 777 394	1 006 069	9 634 389		79 589	1 310 217	14 491 372
<i>Dont concours bancaire courant</i>	7 069						7 069	0
Trésorerie	(14 074 507)						(14 074 507)	0
Position nette	(13 770 359)	4 777 394	1 006 069	9 634 389	0	79 589	(12 764 290)	14 491 372
Produits dérivés							0	0
Position nette après gestion	(13 770 359)	4 777 394	1 006 069	9 634 389	0	79 589	(12 764 290)	14 491 372

Endettement au 31/12/2020 (hors
retraitement IFRS 16)

Répartition par échéance	à moins d'un an		de 1 à 5 ans		à plus de 5 ans		Total	
	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe
Dettes financières	738 411	3 287 498	1 200 000	14 385 087	150 000	1 099 676	2 088 411	18 772 260
<i>Dont concours bancaire courant</i>	88 411						88 411	0
Trésorerie	(15 205 415)						(15 205 415)	0
Position nette	(14 467 004)	3 287 498	1 200 000	14 385 087	150 000	1 099 676	(13 117 004)	18 772 260
Produits dérivés							0	0
Position nette après gestion	(14 467 004)	3 287 498	1 200 000	14 385 087	150 000	1 099 676	(13 117 004)	18 772 260

Risques de liquidité liés à l'obtention de financements

La gestion opérationnelle de la liquidité et le financement à court terme sont assurés par la Direction financière qui veille à assurer à tout moment la liquidité du Groupe tout en tenant compte des conditions générales de marché.

Des facilités de trésorerie pour chaque filiale sont accordées par les banques et renouvelées chaque année avec une négociation « Groupe ». Ces facilités permettent de couvrir les besoins maximums estimés par la direction et ne sont utilisées que ponctuellement, notamment pour faire face à certains décalages de trésorerie qui n'excèdent pas quelques jours en date de valeur. HIOLLE Industries a par ailleurs la possibilité de mobiliser son poste clients en cas de besoins de trésorerie immédiats et importants.

Sur 2021, la société APEGELEC a eu recours à l'affacturage. Les sociétés HIOLLE TECHNOLOGIES, TEAM TURBO MACHINES et TEAM, pour faire face à leur besoin en fonds de roulement, ont eu recours à des cessions de créances auprès des organismes OSEO et BPI.

Risques de change

Le Groupe estime que le risque de change auquel il est exposé n'est pas significatif étant donné que très peu de contrats commerciaux sont rédigés dans une autre devise que l'euro.

Risques actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie du Groupe est placée en produits monétaires sans risque.

9 – 2 Les risques juridiques

Evolution de la réglementation

En tant que prestataires de services, le groupe n'est soumis à aucune réglementation particulière et/ou spécifique liée à ses activités. Aucune autorisation préalable d'exploitation n'est ainsi exigée.

HIOLE Industries estime respecter d'une manière générale l'ensemble des dispositions réglementaires afférentes et n'estime donc pas courir de risques importants quant à l'évolution et/ou changement du cadre législatif et réglementaire.

Litiges commerciaux

Il est usuel que dans la conduite des affaires quelques litiges surviennent. HIOLE Industries peut être impliquée dans des procédures juridictionnelles dans le cours normal de ses activités.

9 – 3 Les risques opérationnels

Risques clients

Par sa structure « multi-entreprises » et par son positionnement « multi-marchés », le groupe HIOLE INDUSTRIES possède un portefeuille clients très important. Seuls un client lié à l'activité ferroviaire représente un pourcentage significatif du chiffre d'affaires consolidé : ALSTOM avec 42,40 %. Cependant le chiffre d'affaires réalisé avec ce client correspond à des travaux multi-pays, multi-sites, et à de nombreuses commandes et des contrats pluri annuels qui limitent les risques de dépendance clients.

HIOLE INDUSTRIES n'est que faiblement exposé au risque d'impayé dans la mesure où, d'une part, le volume de chiffre d'affaires par client est relativement faible et, d'autre part, les principaux clients sont de grands comptes avec une forte assise financière ou des collectivités locales avec des budgets assurés pour les travaux effectués.

Le groupe a mis en place une politique visant à limiter cette exposition, notamment par l'analyse de la solvabilité des clients préalablement à l'acceptation d'une commande importante. Par ailleurs, certaines filiales telles que RHEA ELECTRONIQUE a des contrats d'assurance-crédit clients auprès de la compagnie ELLISPHERE.

Risques fournisseurs et sous-traitance

Les fournisseurs du groupe sont nombreux et aucun d'entre eux n'a une importance prépondérante. L'ensemble de ces fournisseurs peut être rapidement remplacé et le risque de dépendance est faible.

Risques environnementaux et technologiques

Le groupe est faiblement exposé au risque Environnement, car il exerce principalement une activité de prestataire de service et non de production de matières pouvant présenter des risques liés à la pollution de l'environnement. Toutefois, le groupe a mis en place des procédures visant à recenser les risques courus, notamment lors de la manipulation de matériaux et à veiller au respect de la législation en la matière. Ne disposant d'aucune installation classée figurant sur la liste prévue à l'article L515-8 du code de l'environnement, les sociétés du groupe HIOLLE ne sont pas directement concernées par les risques technologiques.

Risques marchés et concurrence

La concurrence en général s'intensifie et HIOLLE ne peut exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché ou qu'un nouvel entrant puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment du groupe. Par ailleurs, les marchés évoluent sans cesse. Cependant le groupe travaille sur deux grands secteurs d'activités et réduit ainsi les risques de subir une mauvaise évolution d'un secteur particulier. HIOLLE Industries mène plusieurs réflexions stratégiques pour renouveler son positionnement en fonction de ces évolutions de marchés et de l'environnement concurrentiel.

Risques fiscaux et sociaux

Les différentes filiales du groupe font l'objet de contrôles fiscaux et sociaux réguliers. Les redressements éventuels sont provisionnés dans les comptes au 31 Décembre 2021 et n'affectent pas de manière significative la situation financière du Groupe.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

PARTIE IV
COMPTES SOCIAUX ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2021

HOLLE INDUSTRIES

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 10.000.000 €

Siège social : 9 Av Marc Lefrancq 59121 Prouvy

325 230 811 RCS VALENCIENNES

Documents comptables annuels

A - Comptes sociaux au 31 Décembre 2021

I - Bilan

ACTIF	Brut	Amort. et Prov.	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Concessions, brevets et droits similaires	56 062	56 062	0	0
Autres immobilisations incorporelles	127 900	127 900	0	0
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Instal. techniques, mat. et outil. industriels	6 800		6 800	6 800
Autres immobilisations corporelles	655 799	542 168	113 631	52 567
<i>Immobilisations financières</i>				
Autres participations	28 185 877	14 337 877	13 848 000	14 770 040
Créances rattachées à des participations	4 965 724	1 656 286	3 309 438	2 883 878
Autres immobilisations financières	2 667 184	1 736 371	930 813	942 833
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	36 665 345	18 456 664	18 208 681	18 656 118
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>				
<i>Matières premières, approvisionnements</i>				
<i>En cours de production de biens</i>				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	1 374 005	264 042	1 109 963	1 175 428
Autres créances	4 853 665		4 853 665	5 097 562
<i>Divers</i>				
Valeurs mobilières de placement	6 224 572		6 224 572	1 421 070
Disponibilités	860 989		860 989	2 226 959
Charges constatées d'avance	28 384		28 384	19 730
TOTAL ACTIF CIRCULANT	13 341 614	264 042	13 077 572	9 940 749
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	50 006 959	18 720 706	31 286 253	28 596 867
<hr/>				
PASSIF				
<i>CAPITAUX PROPRES</i>				
Capital social			10 000 000	10 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport			6 266 724	6 266 724
Réserve légale			1 000 000	1 000 000
Réserves réglementées			2 623 259	2 622 352
Autres réserves				
Report à nouveau			2 212 224	3 813 534
RESULTAT DE L'EXERCICE			4 011 788	- 958 155
Provisions réglementées				
TOTAL (I)			26 113 996	22 744 455
<i>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</i>				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (II)				
<i>DETTES</i>				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			855 960	1 632 765
Emprunts et dettes financières divers			1 883 484	2 137 884
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			625 597	567 963
Dettes fiscales et sociales			1 775 681	785 107
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			26 058	1 068
Autres dettes			3 477	727 625
Produits constatés d'avance			2 000	
TOTAL (III)			5 172 258	5 852 411
TOTAL PASSIF (I+II+III)			31 286 253	28 596 867

II - COMPTE DE RESULTAT

	France	Export	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises				
Production vendue				
Biens				
Services	2 443 307	18 000	2 461 307	2 186 965
Chiffre d'affaires net	2 443 307	18 000	2 461 307	2 186 965
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			10 667	
Reprises sur amort. et prov. Transfert de charges			279 290	146 453
Autres produits			1 126	2 146
Total des produits d'exploitation (I)			2 752 390	2 335 564
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approv.			16 416	94 817
Variation de stock (matières prem. et approv.)				
Autres achats et charges externes			1 402 697	1 613 604
Impôts, taxes et versements assimilés			60 550	59 734
Salaires et traitements			887 186	652 006
Charges sociales			298 423	246 097
Dotations d'exploitation :				
- sur immobilisations : dotations aux amort.			27 275	66 830
- sur actif circulant : dotations aux provisions				
- pour risques et charges : dotations aux prov.				
Autres charges			75 782	12 012
Total des charges d'exploitation (II)			2 768 329	2 745 102
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			- 15 939	- 409 537
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			400 238	75 646
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			3 698	1 685
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			363 750	78 657
Différence positive de change			855	
Produits nets sur cessions de VMP				
Total des produits financiers (III)			768 541	155 988
CHARGES FINANCIERES				
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 103 400	2 848 425
Intérêts et charges assimilées			30 260	32 466
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
Total des charges financières (IV)			1 133 660	2 880 891
RESULTAT FINANCIER (III - IV)			- 365 119	- 2 724 903
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)			- 381 058	- 3 134 440
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			38 023	
Produits exceptionnels sur opérations en capital			4 203 560	29 132
Reprises sur provisions et transferts de charges				1 616 000
Total des produits exceptionnels (V)			4 241 583	1 645 132
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			200 000	36 287
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)			200 000	36 287
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)			4 041 583	1 608 845
Impôts sur les bénéfices			- 351 263	- 567 440
Total des produits (I + III + V)			7 762 513	4 136 685
Total des charges (II + IV + VI)			3 750 726	5 094 840
BENEFICE OU PERTE			4 011 788	- 958 155
(Total des produits - total des charges)				

III - ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

1. Principes et méthodes comptables - Faits caractéristiques

1.1. Principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe fondamental de régularité et de sincérité et du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels prévues par le Code de commerce et le règlement ANC 2016-07 relatif à la réécriture du plan comptable général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucune dérogation aux perspectives comptables ne s'est révélée impropre à donner une image fidèle.

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Depuis 2005, les immobilisations et les amortissements ont été comptabilisés conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2002-10 relatif aux amortissements et aux dépréciations des actifs et du règlement n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et à l'évaluation des actifs.

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes annuels, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations, ou appréciations. Il s'agit notamment de la détermination des produits et résultats sur les contrats de vente de prestations partiellement exécutés à la clôture et de la détermination du montant des provisions, la valorisation des titres et créances rattachées à des participations. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes.

Les données définitives peuvent éventuellement différer de manière significative de ces estimations et hypothèses.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Elles sont amorties linéairement selon les durées suivantes :

- Logiciels 3 à 10 ans.

1.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilisation différentes.

Les taux les plus couramment pratiqués sont :

<u>Immobilisations</u>	Amortissements pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
Inst. générales agencts. aménagts	10 à 20 % L	10 à 20 % L
Matériel de transport	20 à 33 % L	20 à 33 % L
Matériel de bureau et informatique	20 à 33 % L	20 à 33 % L
Mobilier	10 à 20 % L	10 à 20 % L

1.1.3. Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition à la date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise. La société a opté pour le passage en charges des frais directement imputables aux acquisitions de titres et entièrement déductibles fiscalement.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'usage est constituée des titres de participation et créances rattachées est déterminée à partir de différents éléments, tels que la situation nette, l'existence de plus-values latentes et en tenant compte d'une valorisation d'entreprise estimée à partir des perspectives de rentabilité (cash-flow, taux de croissance). Les cash-flows sont issus des cash-flows attendus dans le cadre du budget prévisionnel élaboré par les entités opérationnelles et validé par la Direction Générale, et des perspectives d'activité des entités à l'horizon de cinq ans. Au-delà de cet horizon, des cash-flows sont extrapolés par application d'un taux de croissance à l'infini et actualisés. Les provisions estimées nécessaires s'imputent sur les titres de participation et/ou les créances rattachées aux titres (information détaillée en note 2.10).

1.1.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Ainsi, sur l'exercice 2021 des provisions pour dépréciation et des reprises sur provisions des actifs circulants (clients) et pour risques et charges ont été comptabilisées en tenant compte de l'évaluation des risques et des frais engagés dans les litiges commerciaux courus où des procédures sont engagées devant les tribunaux français.

1.1.5. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

1.1.6. Chiffre d'affaires

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué par référence aux coûts engagés. Lorsque le résultat d'un contrat de ventes de prestations ne peut pas être estimé de façon fiable, les produits du contrat ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts du contrat qui ont été encourus et qui seront probablement recouvrables. Une perte attendue sur un contrat est immédiatement comptabilisée en résultat.

Lorsque le résultat d'un contrat de prestations de services peut être estimé de façon fiable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés en résultat en fonction du degré d'avancement du contrat. Les produits du contrat comprennent le montant initial des produits convenu dans le contrat et les modifications dans les travaux du contrat, les réclamations et les primes de performance, dans la mesure où il est probable qu'elles donneront lieu à des produits et qu'elles peuvent être évaluées de façon fiable.

1.1.7. Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.1.8. Changement de méthode de présentation

Aucun changement notable de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.2. Faits caractéristiques

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 s'établit à 2 461 307 euros contre 2 186 965 euros en 2020.

Le résultat d'exploitation 2021 présente une perte de - 15 939 euros contre une perte de - 409 537 euros en 2020.

Le résultat financier 2021 est négatif à hauteur de -365 119 €.

Les produits financiers 2021 s'élevant à 768 541 € correspondent principalement à :

- des dividendes distribués par les filiales à hauteur de 315 K€.
- des intérêts sur avances en comptes courants des filiales pour 85 K€.
- des reprises sur provisions pour dépréciation de titres de participation pour 364 K€ dont :
227 K€ pour les titres AMODIAG ENVIRONNEMENT,
137 K€ pour les titres TEAM.

Les charges financières 2021 s'élevant à 1 134 K€ correspondent principalement à des provisions pour dépréciation des titres de participation pour 1 103 K€ dont :

1 035 K€ pour les titres GRAFF,
7 K€ pour les titres APEGELEC INDUSTRIE,
11 K€ pour les titres HIOLLE INDUSTRIES ALGERIE
32 K€ pour les titres HIOLLE INDUSTRIES MAROC
18 K€ pour les titres HIOLLE INDUSTRIES auto-détenus.

Le résultat exceptionnel présente un bénéfice de 4 041 583 euros dont 4 000 000 euros au titre de la plus-value réalisée sur la cession des titres TTM.

Le résultat net comptable 2021 est bénéficiaire de 4.011.788 euros, tenant compte notamment d'un produit d'impôt sur les sociétés lié à l'intégration fiscale de 351 263 euros.

Hors créances et dettes rattachées à des participations, les dettes financières s'élèvent au 31 décembre 2021 à 855 960 euros, pour une trésorerie de 7 085 561 euros. HIOLLE Industries présente donc une trésorerie nette positive de 6 229 601 euros à fin 2021.

Note relative à la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19

Après une année 2020 marquée par la pandémie COVID-19, les filiales du Groupe HIOLLE ont connu un véritable rebond d'activité en 2021.

Les mesures de protection des salariés - au cœur des priorités du Groupe - ont été maintenues (télétravail, aménagement des horaires, mesures barrières, moyens de protections individuelles et collectives, ...).

La charge de travail est revenue à un niveau normal, avec un maintien ponctuel et non significatif de l'activité partielle.

Enfin, sur la partie trésorerie, les Prêts Garantis par l'Etat souscrits en 2020 sont entrés dans leurs phases de remboursements, de la même manière que les emprunts qui avaient été stoppés pendant 6 mois, dont les remboursements ont redémarré.

2. Notes sur le bilan

2.1. Etats des immobilisations

Rubriques	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions, apports reçus	Cessions, mises hors service, apports effectués	Valeur brute en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Autres immobilisations incorporelles	183 962			183 962
Total 1	183 962			183 962
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Installations techniques et outillage industriel	6 800			6 800
Installations générales, agencements	297 600			297 600
Matériel de transport	28 392	81 265		109 657
Matériel de bureau, informatique et mobilier	241 468	7 074		248 543
Immobilisations corporelles en cours				
Total 2	574 259	88 339		662 599
<i>Immobilisations financières</i>				
Autres participations	32 926 040	1 290 421	1 064 861	33 151 600
Autres immobilisations financières	2 661 595	16 137	10 548	2 667 184
Total 3	35 587 635	1 306 558	1 075 409	35 818 784
Total général	36 345 856	1 394 897	1 075 409	36 665 345

2.2. Etats des amortissements

Immobilisations amortissables	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant En début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Autres immobilisations incorporelles	183 962			183 962
Total 1	183 962			183 962
Installations générales, agencements	514 893	27 275		542 168
Total 2	514 893	27 275		542 168
Total général	698 855	27 275		726 130

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements amortissements fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode Dégressif	Amort. fisc. exceptionnel	Différentiel de durée	Mode Dégressif	Amort. fisc. exceptionnel	
<i>Immobilisations incorporelles</i>							
Autres immobilisations incorporelles							
Total I							
<i>Immobilisations corporelles</i>							
Installations générales, agencements							
Matériel de bureau, Informatique et mobilier							
Total II							
Total général							

2.3. « Tableau – Liste » des filiales et des participations (*détention directe*)

Filiales et participations			Informations financières (en euros)				
			Capital	Capitaux propres au 31/12/2021	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2021	
Dénomination	Siège Social	Siren				Brute	Nette
SAS TEAM	54 rue Ernest Macarez 59300 VALENCIENNES	318 920 089	5 204 590	4 710 508	99.98	5 175 147	4 709 566
SA EUROP'USINAGE	2 rue du Commerce 59590 RAISMES	408 629 343	150 000	- 454 986	99.90	1 432 152	0
SASAMODIAGENVIRONNEMENT	9 Avenue Marc Lefranc 59121 PROUVY	381 130 129	150 000	721 472	100	1 311 547	721 472
SAS APEGELEC INDUSTRIE	Zone d'activités La Vallée Rue de la Chaussée Romaine BP 205 02105 SAINT-QUENTIN CEDEX	394 955 314	500 000	1 262 406	100	4 700 000	1 262 406
SAS HIOLLE TECHNOLOGIES	9 Avenue Marc Lefrancq ZAC Valenciennes Rouvignies 5921 PROUVY	332 909 647	1 762 600	14 249 400	100	4 666 712	4 666 712
SAS RHEA	Zone industrielle du Moulin Rue du Moulin 59193 ERQUINGHEM LYS	351 040 464	160 000	916 949	100	700 000	700 000
SARL HIOLLE INDUSTRIES MAROC	Douar Laklouche – Route d'El Jadida LISSASFA – CASABLANCA - MAROC	NA	1 000 000 Dirhams	599 236 Dirhams	99.60	161 393	56 998
SAS GRAFF	4 rue des Mésanges 57 290 FAMECK	303 847 131	1 350 000	1 505 461	100	6 999 750	1 505 461
SAS MECATEL	ZI TECHNOPARC FUTURA 62400 BETHUNE	445 247 026	100 000	NC	0	2 800 000	0
SPA HIOLLE INDUSTRIES ALGERIE	Route Nationale n°08 16200 ALGER – ALGERIE	NA	10 000 000 Dinars	3 927 611 Dinars	49	44 336	33 511
SARL HIOLLE INDUSTRIES SUISSE	Route de Pré-Jacquet 1844 VILLENEUVE (VD) SUISSE	NA	20 000 Francs Suisse	- 3 332 Francs Suisse	100	18 841	15 875
SAS ATM	10 chemin du ruisseau 33650 MARTILLAC	833 207 525	200 000	418 343	75	150 000	150 000
HIOLLE INDUSTRIES CANADA INC.	43 rue Saint-Charles Ouest Longueuil – Québec - CANADA	NA	20 000 CAD	226 989 CAD	100	13 378	13 378
Autres titres immobilisés (1)						12 620	12 620

(1) pour mémoire : VALUTEC

« Tableau – Liste » des filiales et des participations (Suite)

<i>Filiales et participations</i>	Informations financières Suite (en euros)					Observations
	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT 2021	Résultats 2021	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	
SAS TEAM	0		8 113 160	137 200	0	
SAS EUROP'USINAGE	952 930		2 532 997	-146 115	0	
SASAMODIAGENVIRONNEMENT	0		4 254 796	226 578	0	
SAS APEGELEC INDUSTRIE	0		9 291 608	- 32 274	0	
SAS HIOLE TECHNOLOGIES	911 806		49 186 181	2 832 140	0	
SAS RHEA	98 679		2 715 541	53 860	0	
SARL HIOLE INDUSTRIES MAROC	551 064		32 729 026 Dirhams	- 415 013 Dirhams	0	
SAS GRAFF	1 060 365		4 580 507	- 443 360	0	
SAS MECATEL	1 006 286				0	Société en LJ
SPA HIOLE INDUSTRIES ALGERIE	90 208		33 049 614 Dinars	- 15 004 964 Dinars	0	
SARL HIOLE INDUSTRIES SUISSE	28 000		0 Francs Suisse	- 20 754 Francs Suisse	0	
SAS ATM	256 560		520 418	54 269	0	
HIOLE INDUSTRIES CANADA INC.	9 825		4 606 439 CAD	129 031 CAD	0	
Autres titres immobilisés						

2.4. Actions propres

Les 250 584 actions propres détenues au 31 décembre 2021 ont une valeur comptable de 2 635 205 euros, de laquelle il convient de déduire une provision pour dépréciation de 1 736 371 euros pour ajuster leur valeur au cours de 3,59 euros, cours moyen du mois de décembre. A ce titre une dotation aux provisions complémentaire de 17 609 euros a été enregistrée dans les charges financières 2021.

2.5. Valeurs mobilières de placement

Le poste Valeurs mobilières de placement comprend des placements monétaires sans risque à court terme. Les intérêts perçus en rémunération et les plus values réalisées sur cessions sont comptabilisées en produits financiers.

2.6. Charges à répartir sur plusieurs exercices

Néant

2.7. Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance :	28 384 euros
- Maintenance informatique :	19 295 euros
- Assurance :	2 039 euros
- Télécommunications :	107 euros
- Fournitures :	3 559 euros
- Divers :	3 384 euros
Produits constatés d'avance :	2 000 euros

2.8. Capital social

Le capital social, composé uniquement d'actions ordinaires, s'élève à 10.000.000 euros représenté par 9 421 056 actions.

2.9. Variation des capitaux propres

En euros	2021
<i>Situation à l'ouverture de l'exercice :</i>	
<i>Capitaux propres au 31/12/2020 avant distribution sur résultats antérieurs</i>	22 744 455
<i>Distribution sur résultats antérieurs</i>	- 659 474
<i>Capitaux propres après distribution sur résultats antérieurs</i>	22 084 981
<i>Variation en cours d'exercice</i>	4 011 788
<i>Variation des réserves</i>	
<i>Variation des provisions réglementées</i>	
<i>Variation report à nouveau</i>	
<i>Autres variations</i>	17 226
<i>Solde</i>	4 029 014
<i>Situation à la clôture de l'exercice :</i>	
<i>Capitaux propres avant répartition</i>	26 113 996

Au 31 décembre 2021, la société détenait 2 635 205 euros d'actions propres, et une réserve indisponible de 2 623 259 euros. Conformément à l'article L225-210 alinéa 3 du Code de Commerce, cette réserve indisponible sera ajustée pour couvrir le montant détenu en actions propres.

2.10. Etat des provisions

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminutions		Montant à la fin de l'exercice
			Provisions utilisées	Provisions non utilisées	
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires					
Provisions pour risques					
Provision pour pertes de change					
Provisions pour charges					
Provision pour impôts					
Autres provisions pour risques					
Dépréciations					
Sur Titres de participation & créances rattachées	15 272 123	1 085 791	363 750		15 994 163
Sur autres immobilisations financ	1 718 762	17 609			1 736 371
Sur comptes clients	325 924		61 882		264 042
Autres dépréciations					
Total général	17 316 808	1 103 400	425 632		17 994 576

Les principales hypothèses utilisées au 31/12/2021 dans le cadre des tests de perte de valeur sur titres et créances rattachées sont les suivantes :

- Taux d'actualisation après impôt : 9 % (11,5 % avant impôt), taux identique à celui du 31/12/2020
- Taux de croissance à l'infini : 2 %
- Perspectives de chiffre d'affaires et de cash-flows, déterminés sur la base des business plans sur 5 ans, élaborés par les entités opérationnelles et validé par la Direction Générale ; les business-plan sont basés sur les portefeuilles clients existants et sans dégradation ou perte de clientèle.

2.11. Echéances des créances et des dettes

ETATS DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<i>De l'actif immobilisé :</i>			
Créances rattachées à des participations	4 965 724		4 965 724
Autres immobilisations financières	2 667 184		2 667 184
Total 1	7 632 908		7 632 908
<i>De l'actif circulant :</i>			
Clients douteux	306 788	306 788	
Créances clients	1 067 217	1 067 217	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	40 012	40 012	
Etat, impôt sur les bénéfices			
Etat, Taxe sur la valeur ajoutée	89 140	89 140	
Etat, Divers	667	667	
Groupe et associés	4 723 769	4 723 769	
Débiteurs divers	77	77	
Charges constatées d'avance	28 384	28 384	
Total 2	6 256 054	6 256 054	
Total général	13 888 962	6 256 054	7 632 908

ETATS DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit				
A 1 an maximum à l'origine	14	14		
A plus d'1 an à l'origine	855 946	638 626	217 320	
Emprunts et dettes financières divers	1 870 594	1 870 594		
Fournisseurs et comptes rattachés	625 597	625 597		
Personnel et comptes rattachés	322 885	322 885		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	201 930	201 930		
Etat, impôt sur les bénéfices	880 895	880 895		
Etat, Taxe sur la valeur ajoutée	316 892	316 892		
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	53 079	53 079		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	26 058	26 058		
Groupe et associés	12 890	12 890		
Autres dettes	3 477	3 477		
Produits constatés d'avance	2 000	2 000		
Total général	5 172 258	4 954 938	217 320	

Certains contrats sont soumis au respect de ratios financiers. Au 31/12/2021, l'ensemble des ratios sont respectés

2.12. Produits à recevoir et Charges à payer

Etat des charges à payer

Dettes	Montant
<i>Emprunts et dettes financières</i>	
Provision intérêts courus sur emprunt	170
<i>Banques</i>	
Intérêts courus	
<i>Autres dettes</i>	
Autres dettes	
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	
Factures non parvenues	127 893
Avoirs à établir	
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	
Provision pour congés à payer	153 240
Provision pour repos à payer	10 717
Provision autres charges à payer	193 174
Organismes sociaux charges à payer	44 526
Etat charges à payer	40 952
Total général	570 671

Etat des produits à recevoir

Créances	Montant
<i>Créances clients et comptes rattachés</i>	
Factures à établir	437 836
<i>Autres créances</i>	
Org. sociaux produits à recevoir	40 012
Etat produits à recevoir	667
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	
Intérêts courus sur placements	
<i>Banques</i>	
Intérêts courus	259
Total général	478 774

3. Notes sur le compte de résultat

3.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2021 s'élève à 2 461 307 €.

Il se répartit comme suit :

Prestations de services	2 327 387 euros
Locations	133 920 euros
Réalisation : France	2 443 307 euros
Export	18 000 euros

3.2. Rémunérations allouées aux membres des organes de direction au titre de leur fonction de mandataire social

	2021	2020
Rémunérations fixes	126 500	123 000
Rémunérations variables		
Rémunérations exceptionnelles		
Jetons de présence	18 667	16 000
Avantages en nature (véhicules)	0	0
Totaux	145 167	139 000

3.3. Transferts de charges

Il s'agit de remboursements :

- d'aides à l'embauche :	0 €
- d'avantages en nature :	8 674 €
- d'activité partielle :	0 €
- d'indemnités journalières :	24 508 €
- de charges externes :	184 227 €

3.4. Produits et charges financières

Produits financiers

Ils correspondent principalement, à des intérêts en rémunération des avances en comptes courants.
Le taux pour 2021 est de 1,17 %.

Filiales et participations	Montant
EUROP'USINAGE	9 650
THERMIVAL	
AMODIAG ENVIRONNEMENT	
HOLLE DEVELOPPEMENT	42 906
APEGELEC INDUSTRIES	
RHEA	512
GRAFF	12 574
HOLLE INDUSTRIES MAROC	6 355
TTM	74
HYPERCO	
DARD	
HOLLE INDUSTRIES SUISSE	
ATM	3 002
HOLLE TECHNOLOGIES	10 163
HOLLE INDUSTRIES CANADA	
Total	85 238

Et, ils représentent d'autre part des dividendes.

Filiales et participations	Montant €
TTM	315 000
Total	315 000

En sus, les reprises de provision pour dépréciation à hauteur de 226 578 € pour notre filiale AMODIAG ENVIRONNEMENT et à hauteur de 137 172 € pour notre filiale TEAM.

Charges financières

Ce sont d'une part les intérêts des prêts consentis par les filiales pour 23 977 € détaillés comme suit :

Filiales et participations	Montant
TEAM	23 611
RHEA	366
Total	23 977

- les intérêts sur emprunts et dettes assimilés pour 6 282 €,
- et d'autre part des dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières à hauteur de 1 103 400 € (dépréciations des actions propres à hauteur de 17 609 €, des titres GRAFF à hauteur de 1 035 484 €, APEGELEC INDUSTRIES à hauteur de 7 262 €, HIOLE INDUSTRIES ALGERIE à hauteur de 10 825 €, et HIOLE INDUSTRIES MAROC à hauteur de 32 219 €).

3.5. Détail des produits et charges exceptionnels

Descriptifs	Charges	Produits
Autres produits exceptionnels		38 023
Produits des cessions d'éléments d'actif		4 203 560
Reprise/provision restitution éco. d'impôt intégration fiscale		
Reprise sur amortissements dérogatoires		
Total produits exceptionnels		4 241 583
Autres charges exceptionnelles		
Valeurs nettes comptable des actifs cédés	200 000	
Dotations provision restitution éco. d'impôt intégration fiscale		
Dot. amortissements dérogatoires		
Total charges exceptionnelles	200 000	

3.6. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Impôt dû
Sur résultat d'exploitation	0
Sur résultat financier	0
Sur résultat exceptionnel	0
Crédits d'impôts	0
Contributions additionnelles	0
Carry-back	0
Divers	0
Impact de l'intégration fiscale – Produit	- 351 263
Total IS	- 351 263

3.7. Frais de recherche et de développement

Les travaux de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont supportés.

4. Autres Informations

4.1. Engagements financiers

Dettes garanties par des sûretés réelles

Nature de la garantie	Garantie
Garantie / emprunt de 1 millions d'euros contracté par HIOLLE Industries relatif au rachat des titres HYPERCO International	Nantissement de l'intégralité des titres HYPERCO International AU PROFIT DE Banque Palatine

Cautions données et autres engagements

Filiales Nature des dettes	Garanties	Engagements résiduels Au 31/12/2021 En euros
APEGELEC : - Emprunt CIC de 225 K€ (04/2017)	Cautions solidaire	18 922
AMODIAG Environnement : - Emprunt Banque Populaire de 150 K€	Cautions solidaire	53 559
Hiolle Industries MAROC : - Contre garantie sur engagement	Cautions solidaire	3 800 000 MAD
Société Générale : - Cautions marché privé garantie de bonne exécution - Cautions marché public garantie à première demande	Cautions solidaire	420 000 104 428

Garanties accordées aux clients

Néant.

Engagements de retraite

La provision s'élève à 83 235 €.

Les hypothèses actuarielles retenues sont :

- taux d'actualisation Ibox : 0,98 %
- taux de progression des salaires : 1.00 %
- taux d'inflation : 0%

4.2. Effectif

L'effectif de la société HIOLLE Industries au 31 Décembre 2021 est de 20 personnes dont 15 cadres.

4.2. Impôt sur les bénéfices

	<i>Résultat avant impôt</i>	<i>Impôt dû</i>	<i>Résultat net après impôt</i>
Résultat Courant	- 381 058 €		- 381 058 €
Résultat exceptionnel à court terme	4 041 583 €		4 041 583 €
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés aux fruits de l'expansion			
Produit d'impôt – intégration fiscale		351 263 €	351 263 €
Crédits d'impôt			
Total	3 660 525 €	351 263 €	4 011 788 €

4.3. Situation Fiscale différée

Impôt payé d'avance sur charges non déductibles temporairement, à déduire l'année suivante :

- congés payés : 55 285 €

Déficits fiscaux non utilisés :

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent	8 087 693 €
Déficits imputés	593 343 €
Déficits reportables	7 494 350 €
Déficits de l'exercice	
Déficits restant à reporter	7 494 350 €

4.4. Eléments concernant les entreprises liées et les participations

	Montant
Emprunts et dettes	1 870 594
Créances rattachées à des participations	3 959 438
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	408 206
Créances clients et comptes rattachés	1 063 312
Autres créances	4 723 769
Autres dettes	26 058
Produits financiers	85 238
Charges financières	23 978

4.5. Risques Actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie est placée en produits monétaires sans risque.

La société HIOLLE Industries est exposée aux variations des cours de bourse concernant ses actions propres. A ce titre, une provision pour dépréciation est constatée sur la base du cours de bourse moyen du dernier mois.

4.6. Intégration fiscale

Il est rappelé que HIOLLE INDUSTRIES a opté pour le régime d'intégration fiscale à compter du 1^{er} Janvier 2001 avec toutes les filiales détenues à 95 % ou plus.

En application de ce régime, HIOLE Industries, en tant que société mère, paie l'impôt sur les sociétés, la liquidation et les 4 acomptes. Cependant, selon les conventions d'intégration signées avec chaque société, ce sont les filiales qui supportent la charge de l'impôt comme en l'absence d'intégration fiscale. Elles versent donc à la société mère leur contribution.

Les sociétés intégrées fiscalement en 2021 sont donc les suivantes :

- TEAM
- EUROP'USINAGE
- AMODIAG ENVIRONNEMENT
- APEGELEC INDUSTRIE
- HIOLE TECHNOLOGIES
- RHEA
- GRAFF

L'impôt sur les bénéficiaires comptabilisé s'élève à + 351 263 euros (économie d'impôt liée à l'intégration fiscale). En l'absence d'intégration fiscale, la charge d'impôt supportée par HIOLE INDUSTRIES serait nulle.

4.7. Consolidation

Depuis son introduction sur le Marché Libre de la Bourse de Paris, le groupe HIOLE Industries est tenu de présenter des comptes consolidés conformément aux normes comptables en vigueur.

La société HIOLE INDUSTRIES est elle-même incluse dans le périmètre de consolidation de HIOLE DEVELOPPEMENT (anciennement dénommée HIOLE FINANCES, 54 Rue Ernest Macarez, 59300 VALENCIENNES).

4.8. Actifs et passifs éventuels

Litiges et procédures ayant donné lieu à constitution de provisions

Pour les cas où les critères de constitution des provisions sont réunis, le Groupe estime que les provisions constatées à ce jour dans les comptes sont suffisantes pour que la résolution de ces litiges n'engendre pas d'impact significatif sur ses résultats. Cette estimation du risque potentiel tient compte notamment des assurances dont le Groupe dispose.

Les autres risques liés à des contentieux, réclamations de tiers ou autres différends existants ou probables ayant donné lieu à provision au 31 décembre 2021 n'ont pas individuellement, selon l'estimation du Groupe, un impact potentiel sur les comptes suffisamment matériel pour justifier une information spécifique dans les comptes consolidés.

Litiges et procédures n'ayant pas donné lieu à constitution de provisions

Parmi les situations n'ayant pas donné lieu à constitution de provisions figurent :

- Une réclamation d'un client à l'encontre d'une filiale opérationnelle concernant le niveau de performance d'une installation de traitement de déchets. Une expertise judiciaire est en cours et le litige a été déclaré à la compagnie d'assurances. A ce stade de la procédure, le groupe ne peut estimer les conséquences financières de ce litige. Etant donné les garanties données par les assureurs, HIOLE Industries considère que ces conséquences n'auraient pas d'impact significatif sur les comptes sans pour autant l'exclure.
- Des contentieux avec des groupements d'entreprises auquel le groupe a participé restent en cours et sont sans évolution par rapport à l'exercice précédent. Ces dossiers n'ont donné lieu à aucun ajustement significatif sur les comptes.

4.9. Evènement postérieur à la clôture

Néant

PARTIE V - RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Holle Industries

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

ORCOM AUDIT
2, avenue de Paris
45056 Orléans cedex 1
S.A.S. au capital de € 850 000
323 479 741 R.C.S. Orléans

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit
14, rue du Vieux Faubourg
59042 Lille cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Hiolle Industries

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Hiolle Industries,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Hiolle Industries relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans l'annexe des comptes consolidés concernant l'application de la décision de mai 2021 du Comité d'Interprétation des normes IFRS relative à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » dans le paragraphe « Changement de méthodes et de présentation ».

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- ▶ Votre groupe procède chaque année à un test de dépréciation des *goodwills* et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 3.3 « *Goodwills* - Regroupement d'entreprises » et 4.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation au niveau des UGT définies par votre groupe, les prévisions de flux de trésorerie ainsi que les hypothèses utilisées, et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.
- ▶ Comme indiqué dans la note 3.3 « Estimations » de l'annexe aux comptes consolidés, les prévisions reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.
- ▶ Votre groupe constate dans ses comptes consolidés le chiffre d'affaires et le résultat sur les contrats de longue durée selon les modalités décrites dans la note 3.3 « Comptabilisation du chiffre d'affaires selon la norme IFRS 15 » de l'annexe aux comptes consolidés. Le degré d'avancement et la marge sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par les chargés d'affaires sous le contrôle de la direction générale.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données ainsi que les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par votre groupe, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale.

- ▶ Comme indiqué dans la note 3.3 « Estimations » de l'annexe aux comptes consolidés, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.
- ▶ Votre groupe constitue des provisions telles que décrites dans la note 3.3 « Provisions » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données ainsi que les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre groupe, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale et à vérifier que les notes 3.3 « Provisions », 4.13 « Provisions pour risques et charges » et 4.15 « Actifs et passifs éventuels » de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

- ▶ Comme indiqué dans la note 3.3 « Estimations » de l'annexe aux comptes consolidés, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Orléans et Lille, le 26 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ORCOM AUDIT



Bruno Rouille

ERNST & YOUNG Audit



Romain Lancelle

Hiolle Industries

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

ORCOM AUDIT
2, avenue de Paris
45056 Orléans cedex 1
S.A.S. au capital de € 850 000
323 479 741 R.C.S. Orléans

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit
14, rue du Vieux Faubourg
59042 Lille cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Hiolle Industries

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Hiolle Industries,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Hiolle Industries relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Valorisation des titres de participation et des créances rattachées

Les notes 1.1.3. et 2.10. de l'annexe aux comptes annuels exposent l'approche retenue pour la valorisation des titres de participation et des créances rattachées, approche qui implique des estimations. Nous avons apprécié le caractère approprié de cette approche, les données ainsi que les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, contrôlé les calculs effectués par votre société, examiné la procédure d'approbation de ces estimations par la direction générale et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Comme indiqué dans la note 1. « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

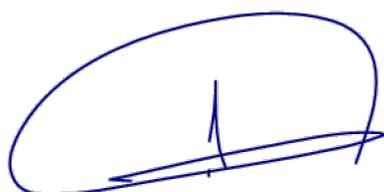
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Orléans et Lille, le 26 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ORCOM AUDIT



Bruno Rouillé

ERNST & YOUNG Audit



Romain Lancelle



Groupe HIOLE Industries
9 Avenue Marc Lefrancq
ZAC Valenciennes Rouvignies
59121 PROUVY

Tél. : +33 (0)3.27.47.50.00
Fax : +33 (0)3.27.47.50.40

www.hiolle-industries.fr
contact@hiolle-industries.fr